

2017

INDEX

des Notes d'information
sur la jurisprudence de la Cour



Index de la jurisprudence de la Cour résumée
dans les Notes d'information en 2017

Cour européenne des droits de l'homme

Établies chaque mois par la Division des publications et de l'information sur la jurisprudence, les Notes d'information contiennent les résumés d'affaires sélectionnées par le greffe de la Cour en raison de leur intérêt particulier. Les résumés ne lient pas la Cour. Dans la version provisoire de la note, les résumés sont en principe rédigés dans la langue de l'affaire en cause; la version unilingue de la note paraît ultérieurement en français et en anglais.

Un index annuel récapitule les affaires résumées dans les Notes d'information. Afin de rendre plus performant l'accès à l'information contenue dans celles-ci, un index cumulatif mensuel est édité et mis en ligne à chaque parution de la note provisoire. Les affaires résumées dans les Notes d'information sont ainsi plus rapidement accessibles par article et mots-clés pertinents, par nom des requérants et par état défendeur. Cet index contient également la liste des affaires renvoyées devant la Grande Chambre ou pour lesquelles une chambre s'est dessaisie à son profit, ainsi qu'une liste des résumés portant sur des affaires traitées par d'autres juridictions internationales, européennes et extra-européennes.

Les Notes d'information et les index peuvent être téléchargées à l'adresse www.echr.coe.int/NoteInformation/fr. Les résumés juridiques publiés dans les Notes d'information sont aussi disponibles dans la base de données HUDOC sous le filtre et les liens «Résumés juridiques».

Disponible gratuitement, la base de données HUDOC (<http://hudoc.echr.coe.int/fr>) donne accès à la jurisprudence de la Cour (arrêts et décisions de Grande Chambre, de chambre et de comité, affaires communiquées, avis consultatifs et résumés juridiques extraits de la Note d'information sur la jurisprudence), ainsi qu'à celle de l'ancienne Commission européenne des droits de l'homme (décisions et rapports) et aux résolutions du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.

Cour européenne des droits de l'homme
Conseil de l'Europe
67075 Strasbourg Cedex
France
Tél: +33 (0)3 88 41 20 18 / Fax: +33 (0)3 88 41 27 30
publishing@echr.coe.int
www.echr.coe.int
<https://twitter.com/echrpublication>

Photo: Conseil de l'Europe
Couverture: vue intérieure du Palais des droits de l'homme (architectes : Richard Rogers Partnership et Atelier Claude Bucher)

ISSN 1814-6511

© Conseil de l'Europe / Cour européenne des droits de l'homme, 2017

Table des matières

LISTE DES AFFAIRES PAR ARTICLE DE LA CONVENTION ET MOTS-CLÉS PERTINENTS

ARTICLE 2

Recours à la force.....	8
Obligations positives (volet matériel).....	8
Enquête effective.....	8
Obligations positives (volet procédural).....	9
Expulsion.....	9

ARTICLE 3

Torture.....	9
Traitement inhumain ou dégradant.....	10
Traitement inhumain.....	10
Traitement dégradant.....	10
Peine inhumaine ou dégradante.....	11
Obligations positives (volet procédural).....	11
Enquête effective.....	11
Expulsion.....	11
Extradition.....	12

ARTICLE 4

Obligations positives.....	12
----------------------------	----

ARTICLE 4 § 1

Traite d'êtres humains.....	12
-----------------------------	----

ARTICLE 4 § 2

Travail forcé.....	12
--------------------	----

ARTICLE 5

ARTICLE 5 § 1

Liberté physique.....	12
Privation de liberté.....	12
Voies légales.....	13
Arrestation ou détention régulières.....	13

ARTICLE 5 § 1 e)

Aliéné.....	13
-------------	----

ARTICLE 5 § 1 f)

Empêcher l'entrée irrégulière sur le territoire.....	14
Expulsion.....	14

ARTICLE 5 § 3

Aussitôt traduit devant un juge ou autre magistrat.....	14
---	----

ARTICLE 5 § 4

Contrôle de la légalité de la détention.....	14
Contrôle à bref délai.....	14

ARTICLE 6

ARTICLE 6 § 1 (civil)

Droits et obligations de caractère civil.....	15
Accès à un tribunal.....	15
Procès équitable.....	16
Audience publique.....	16
Tenue d'une audience.....	16

Délai raisonnable	16
Tribunal impartial	16
ARTICLE 6 § 1 (pénal)	
Accusation en matière pénale	16
Accès à un tribunal	17
Procès équitable	17
Procédure contradictoire	18
Égalité des armes	18
Délai raisonnable	18
Tribunal indépendant et impartial	18
Tribunal impartial	18
ARTICLE 6 § 1 (administratif)	
Procès équitable – Procédure contradictoire – Égalité des armes	18
ARTICLE 6 § 1 (constitutionnel)	
Droits et obligations de caractère civil	18
Tenue d’une audience	19
ARTICLE 6 § 1 (disciplinaire)	
Droits et obligations de caractère civil	19
Accès à un tribunal	19
Tribunal indépendant et impartial	19
Tribunal impartial	19
ARTICLE 6 § 1 (exécution)	
Délai raisonnable	19
ARTICLE 6 § 2	
Présomption d’innocence	19
ARTICLE 6 § 3 a)	
Information sur la nature et la cause de l’accusation – Information détaillée	19
ARTICLE 6 § 3 b)	
Facilités nécessaires	20
Accès au dossier	20
ARTICLE 6 § 3 c)	
Se défendre soi-même	20
Se défendre avec l’assistance d’un défenseur	20
ARTICLE 6 § 3 d)	
Interrogation des témoins	20
ARTICLE 7	
<i>Nullum crimen sine lege</i>	21
<i>Nulla poena sine lege</i>	21
Peine plus forte	21
Rétroactivité	21
ARTICLE 8	
Respect de la vie privée et familiale	21
Respect de la vie privée	22
Respect de la vie familiale	23
Respect du domicile	24
Respect de la correspondance	24
Obligations positives	24
ARTICLE 9	
Liberté de pensée	25
Liberté de conscience	25
Liberté de religion	25
Manifester sa religion ou sa conviction	26

ARTICLE 10	
	Liberté d'expression 26
	Liberté de recevoir des informations..... 27
	Liberté de communiquer des informations 27
ARTICLE 11	
	Liberté de réunion pacifique..... 28
	Liberté d'association 28
	Fonder et s'affilier à des syndicats 28
ARTICLE 12	
	Droit de se marier 28
ARTICLE 13	
	Recours effectif 29
ARTICLE 14	
	Discrimination (article 2)..... 29
	Discrimination (article 3)..... 29
	Discrimination (article 5)..... 29
	Discrimination (article 8)..... 30
	Discrimination (article 9)..... 30
	Discrimination (article 10) 30
	Discrimination (article 1 du Protocole n° 1)..... 30
ARTICLE 18	
	Limitation de l'usage des restrictions aux droits..... 31
	Restrictions dans un but non prévu 31
ARTICLE 34	
	Victime 31
ARTICLE 35	
ARTICLE 35 § 1	
	Épuisement des voies de recours internes 31
	Recours interne effectif – Bulgarie 32
	Recours interne effectif – Hongrie 32
	Recours interne effectif – Pologne..... 32
	Recours interne effectif – Russie..... 32
	Recours interne effectif – Turquie..... 33
	Délai de six mois 33
ARTICLE 35 § 2 b)	
	Requête déjà examinée par la Cour 33
ARTICLE 35 § 3 a)	
	Compétence <i>ratione materiae</i> 33
	Manifestement mal fondé..... 33
	Requête abusive..... 33
ARTICLE 37	
	Radiation du rôle..... 34
	Respect des droits de l'homme..... 34
ARTICLE 41	
	Satisfaction équitable 34
ARTICLE 46	
	Arrêt pilote 34
	Arrêt pilote – Mesures générales..... 34

ARTICLE 46 § 2	Exécution de l'arrêt – Mesures générales et individuelles.....	35
	Exécution de l'arrêt – Mesures générales.....	35
ARTICLE 46 § 4	Procédure en manquement.....	35
ARTICLE 57	Réserves – Loi alors en vigueur.....	35
ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 1		
	Biens.....	35
	Respect des biens.....	35
	Privation de propriété.....	36
	Réglementer l'usage des biens.....	36
	Assurer le paiement des impôts.....	36
ARTICLE 3 DU PROTOCOLE N° 1		
	Libre expression de l'opinion du peuple.....	36
	Se porter candidat aux élections.....	37
ARTICLE 2 DU PROTOCOLE N° 4		
ARTICLE 2 § 1	Liberté de circulation.....	37
	Liberté de choisir sa résidence.....	37
ARTICLE 4 DU PROTOCOLE N° 4	Interdiction des expulsions collectives d'étrangers.....	37
ARTICLE 2 DU PROTOCOLE N° 7	Droit à un double degré de juridiction en matière pénale.....	37
ARTICLE 4 DU PROTOCOLE N° 7	Droit à ne pas être jugé ou puni deux fois.....	37
AFFAIRES RETENUES POUR RENVOI DEVANT LA GRANDE CHAMBRE ET AFFAIRES DANS LESQUELLES UNE CHAMBRE S'EST DESSAISIE AU PROFIT DE LA GRANDE CHAMBRE		
	Renvois.....	38
	Dessaisissements.....	39
LISTE DES AFFAIRES DANS L'ORDRE ALPHABÉTIQUE DES ÉTATS MIS EN CAUSE		
	Allemagne.....	40
	Arménie.....	40
	Autriche.....	40
	Azerbaïdjan.....	40
	Belgique.....	41
	Bosnie-Herzégovine.....	41
	Bulgarie.....	41
	Chypre.....	42
	Croatie.....	42
	Danemark.....	42
	Espagne.....	42
	Finlande.....	43
	France.....	43
	Géorgie.....	43
	Grèce.....	43
	Hongrie.....	44
	Irlande.....	44
	Islande.....	44

Italie	44
L'ex-République yougoslave de Macédoine.....	45
Lettonie	45
Lituanie.....	45
République de Moldova.....	45
Monténégro.....	45
Norvège.....	46
Pays-Bas.....	46
Pologne	46
Portugal.....	46
République tchèque.....	47
Roumanie.....	47
Royaume-Uni.....	47
Russie.....	47
Serbie.....	48
Saint-Marin	48
Slovaquie	49
Slovénie	49
Suède.....	49
Suisse.....	49
Turquie.....	49
Ukraine.....	50

LISTE DES AFFAIRES DANS L'ORDRE ALPHABÉTIQUE DES NOMS DES REQUÉRANTS

A	51
B.....	51
C.....	52
D.....	52
E.....	52
F.....	52
G.....	52
H.....	53
I.....	53
J.....	53
K.....	53
L.....	54
M.....	54
N.....	54
O.....	55
P.....	55
R.....	55
S.....	55
T.....	56
V.....	56
Z.....	56

DÉCISIONS RENDUES PAR D'AUTRES JURIDICTIONS INTERNATIONALES

Comité des droits de l'enfant des Nations unies (CRC).....	57
Comité des droits de l'homme des Nations unies (CCPR)	57
Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations unies (CESCR).....	57
Comité des Nations unies pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (CMW)	57
Cour africaine des droits de l'homme et des peuples.....	57
Cour de justice de l'Union européenne (CJUE).....	58
Cour interaméricaine des droits de l'homme	59
Cour internationale de Justice (CIJ).....	59
Groupe consultatif sur les droits de l'homme	59

LISTE DES AFFAIRES PAR ARTICLE DE LA CONVENTION ET MOTS-CLÉS PERTINENTS

ARTICLE 2

Recours à la force

Manquement de l'État à son obligation de protéger la vie des personnes lors de la prise d'otages de Beslan en 2004 ; absence d'enquête effective : *violations*
Tagayeva et autres c. Russie, 26562/07 et al., 13 avril 2017.....n° 206

Décès d'un détenu atteint de troubles mentaux suite à sa maîtrise par clé d'étrangement par un agent pénitentiaire : *violation*
Tekin et Arslan c. Belgique, 37795/13, 5 septembre 2017.....n° 210

Décès d'un homme souffrant d'une maladie psychiatrique à l'occasion de son interpellation par les policiers : *violation*
Boukrourou et autres c. France, 30059/15, 16 novembre 2017.....n° 212

Obligations positives (volet matériel)

Décès à l'hôpital du mari de la requérante en raison, selon elle, d'une négligence médicale : *non-violation*
Lopes de Sousa Fernandes c. Portugal [GC], 56080/13, 19 décembre 2017n° 213

-000-

Suicide d'un homme malade mental placé volontairement dans un hôpital psychiatrique public pour traitement après une tentative de suicide : *affaire renvoyée devant la Grande Chambre*
Fernandes de Oliveira c. Portugal, 78103/14 (arrêt de chambre du 28 mars 2017).....n° 210

-000-

Manquement à évaluer en temps utile le risque pour la vie créé par une situation de violence domestique : *violation*
Talpis c. Italie, 41237/14, 2 mars 2017.....n° 205

Suicide d'un homme malade mental placé volontairement dans un hôpital psychiatrique public pour traitement après une tentative de suicide : *violation*
Fernandes de Oliveira c. Portugal, 78103/14, 28 mars 2017.....n° 205

Manquement de l'État à son obligation de protéger la vie des personnes lors de la prise d'otages de Beslan en 2004 ; absence d'enquête effective : *violations*
Tagayeva et autres c. Russie, 26562/07 et al., 13 avril 2017.....n° 206

-000-

Décision de mettre fin à un traitement qui maintient artificiellement en vie un bébé atteint d'une maladie génétique mortelle : *irrecevable*
Gard et autres c. Royaume-Uni (déc.), 39793/17, 27 juin 2017.....n° 208

Enquête effective

Défaut de coopération entre les autorités turques et les autorités chypriotes dans le cadre d'une enquête pour homicide : *affaire renvoyée devant la Grande Chambre*
Güzelyurtlu et autres c. Chypre et Turquie, 36925/07 (arrêt de chambre du 4 avril 2017).....n° 210

-000-

Défaut de coopération entre les autorités turques et les autorités chypriotes dans le cadre d'une enquête pour homicide : <i>violations</i> <i>Güzelyurtlu et autres c. Cyprus and Chypre et Turquie, 36925/07, 4 avril 2017</i>	n° 206
Absence d'enquête effective sur le meurtre d'un journaliste qui était critique vis-à-vis du gouvernement : <i>violation</i> <i>Huseynova c. Azerbaïdjan, 10653/10, 13 avril 2017</i>	n° 206
Manquement de l'État à son obligation de protéger la vie des personnes lors de la prise d'otages de Beslan en 2004 ; absence d'enquête effective : <i>violations</i> <i>Tagayeva et autres c. Russie, 26562/07 et al., 13 avril 2017</i>	n° 206
Décès d'un détenu lors d'une grève de la faim : <i>non-violation</i> <i>Ceesay c. Autriche, 72126/14, 16 novembre 2017</i>	n° 212

Obligations positives (volet procédural)

Manquement à mener dans un délai raisonnable une enquête adéquate sur un décès soupçonné d'être dû à une négligence médicale : <i>violation</i> <i>Lopes de Sousa Fernandes c. Portugal [GC], 56080/13, 19 décembre 2017</i>	n° 213
---	--------

-000-

Défaut de coopération entre les autorités turques et les autorités chypriotes dans le cadre d'une enquête pour homicide : <i>violations</i> <i>Güzelyurtlu et autres c. Cyprus and Chypre et Turquie, 36925/07, 4 avril 2017</i>	n° 206
Manquement de l'État à son obligation de protéger la vie des personnes lors de la prise d'otages de Beslan en 2004 ; absence d'enquête effective : <i>violations</i> <i>Tagayeva et autres c. Russie, 26562/07 et al., 13 avril 2017</i>	n° 206
Absence d'une réponse juridique adéquate pour établir les circonstances de la mort du passager d'un camion chargé de produit inflammable : <i>violation</i> <i>Sinim c. Turquie, 9441/10, 6 juin 2017</i>	n° 208

Expulsion

Décision d'expulsion vers la Syrie : <i>l'expulsion emporterait violation</i> <i>S.K. c. Russie, 52722/15, 14 février 2017</i>	n° 204
Menace d'expulsion vers le Soudan d'un demandeur d'asile ayant des activités politiques en exil : <i>l'expulsion emporterait violation</i> <i>A.I. c. Suisse, 23378/15, 30 mai 2017</i>	n° 207
Menace d'expulsion vers le Soudan d'un demandeur d'asile ayant des activités politiques en exil : <i>l'expulsion n'emporterait pas violation</i> <i>N.A. c. Suisse, 50364/14, 30 mai 2017</i>	n° 207
Mesure d'expulsion vers l'Iran d'une personne convertie au christianisme : <i>l'expulsion n'emporterait pas violation</i> <i>A. c. Suisse, 60342/16, 19 décembre 2017</i>	n° 213

ARTICLE 3

Torture

Actes de torture commis sur des manifestants en garde à vue lors d'un sommet du G8 : <i>violation</i> <i>Azzolina et autres c. Italie, 28923/09 et 67599/10, 26 octobre 2017</i>	n° 211
---	--------

Traitement inhumain ou dégradant

Conditions dans lesquelles des demandeurs d'asile ont été retenus dans une zone de transit aéroportuaire : *affaire renvoyée devant la Grande Chambre*
Z.A. et autres c. Russie, 61411/15 et al. (arrêt de chambre du 28 mars 2017).....n° 210

-000-

Mauvais traitements infligés par des enseignantes à un enfant de quatre ans dans une école maternelle : *violation*
V.K. c. Russie, 68059/13, 7 mars 2017.....n° 205

Conditions dans lesquelles des demandeurs d'asile ont été retenus dans une zone de transit aéroportuaire : *violation*
Z.A. et autres c. Russie, 61411/15 et al., 28 mars 2017.....n° 205

Conditions de détention d'un prisonnier sourd-muet : *violation*
Ābele c. Lettonie, 60429/12 et 72760/12, 5 octobre 2017.....n° 211

Décès d'un homme souffrant d'une maladie psychiatrique à l'occasion de son interpellation par les policiers : *violation*
Boukrourou et autres c. France, 30059/15, 16 novembre 2017.....n° 212

Traitement d'un détenu lors d'une grève de la faim : *non-violation*
Ceesay c. Autriche, 72126/14, 16 novembre 2017.....n° 212

Conditions de rétention de mineurs accompagnés en centre pour migrants : *violation*
S.F. et autres c. Bulgarie, 8138/16, 7 décembre 2017.....n° 213

Traitement inhumain

Conditions de rétention dans une zone de transit : *affaire renvoyée devant la Grande Chambre*
Ilias et Ahmed c. Hongrie, 47287/15 (arrêt de chambre du 14 mars 2017).....n° 210

-000-

Conditions de rétention dans une zone de transit : *non-violation*
Ilias et Ahmed c. Hongrie, 47287/15, 14 mars 2017.....n° 205

Conditions de détention d'un condamné souffrant d'un cancer en phase terminale : *violation*
Dorneanu c. Roumanie, 55089/13, 28 novembre 2017.....n° 212

Traitement dégradant

Non-fourniture de soins psychiatriques dans l'une des langues officielles de l'État défendeur, à une personne internée : *affaire renvoyée devant la Grande Chambre*
Rooman c. Belgique, 18052/11 (arrêt de chambre du 18 juillet 2017).....n° 213

-000-

Mineur menotté en sous-vêtements au commissariat de police pour au moins deux heures et demie et placé dans une cellule avec des adultes : *violation*
Zherdev c. Ukraine, 34015/07, 27 avril 2017.....n° 206

Non-fourniture de soins psychiatriques dans l'une des langues officielles de l'État défendeur à une personne internée : *violation*
Rooman c. Belgique, 18052/11, 18 juillet 2017.....n° 209

Peine inhumaine ou dégradante

- Maintien en détention dans le cadre d'une peine de perpétuité réelle, après clarification du pouvoir du ministre d'ordonner une remise en liberté : *non-violation*
Hutchinson c. Royaume-Uni [GC], 57592/08, 17 janvier 2017.....n° 203
- Peines de perpétuité réelle n'offrant aucune perspective véritable de libération : *violation*
Matiošaitis et autres c. Lituanie, 22662/13 et al., 23 mai 2017.....n° 207

Obligations positives (volet procédural)

- Manquement allégué à enquêter au pénal de manière effective et en temps voulu sur les responsabilités liées à un accident de la route : *dessaisissement au profit de la Grande Chambre*
Nicolae Virgiliu Tănase c. Roumanie, 41720/13.....n° 207
- 000-
- Tardiveté à donner une réponse adéquate à des actes de violence domestique : *violation*
Talpis c. Italie, 41237/14, 2 mars 2017.....n° 205
- Absence d'enquête sur des actes de violence raciale contre une victime par association : *violation*
Škorjanec c. Croatie, 25536/14, 28 mars 2017.....n° 205
- Manquement des autorités à prendre des mesures adéquates pour protéger la requérante contre la violence domestique : *violation*
Bălșan c. Roumanie, 49645/09, 23 mai 2017.....n° 207

Enquête effective

- Durée excessive d'une procédure et autres défaillances dans le cadre de poursuites pour violences domestiques contre un enfant mineur : *violation*
D.M.D. c. Roumanie, 23022/13, 3 octobre 2017.....n° 211
- Actes de torture commis sur des manifestants en garde à vue lors d'un sommet du G8 : *violation*
Azzolina et autres c. Italie, 28923/09 et 67599/10, 26 octobre 2017.....n° 211

Expulsion

- Expulsion vers la Serbie : *affaire renvoyée devant la Grande Chambre*
Ilias et Ahmed c. Hongrie, 47287/15 (arrêt de chambre du 14 mars 2017).....n° 210
- 000-
- Décision d'expulsion vers la Syrie : *l'expulsion emporterait violation*
S.K. c. Russie, 52722/15, 14 février 2017.....n° 204
- Expulsion vers la Serbie : *violation*
Ilias et Ahmed c. Hongrie, 47287/15, 14 mars 2017.....n° 205
- Menace d'expulsion vers le Soudan d'un demandeur d'asile ayant des activités politiques en exil : *l'expulsion emporterait violation*
A.I. c. Suisse, 23378/15, 30 mai 2017.....n° 207
- Menace d'expulsion vers le Soudan d'un demandeur d'asile ayant des activités politiques en exil : *l'expulsion n'emporterait pas violation*
N.A. c. Suisse, 50364/14, 30 mai 2017.....n° 207
- Mesure d'expulsion vers l'Iran d'une personne convertie au christianisme : *l'expulsion n'emporterait pas violation*
A. c. Suisse, 60342/16, 19 décembre 2017.....n° 213

Extradition

- Risque de mauvais traitements dans l'État demandant l'extradition de la requérante et manque de fiabilité des assurances reçues de sa part : *l'extradition emporterait violation*
Allanazarova c. Russie, 46721/15, 14 février 2017n° 204

ARTICLE 4

Obligations positives

- Décision du parquet de clore l'enquête sur des infractions en matière de traite d'êtres humains qui auraient été commises à l'étranger par des étrangers : *non-violation*
J. et autres c. Autriche, 58216/12, 17 janvier 2017n° 203
- Réaction insuffisante des autorités à une situation de traite d'êtres humains résultant de l'exploitation de la vulnérabilité d'ouvriers migrants sans permis : *violation*
Chowdury et autres c. Grèce, 21884/15, 30 mars 2017n° 205

ARTICLE 4 § 1

Traite d'êtres humains

- Décision du parquet de clore l'enquête sur des infractions en matière de traite d'êtres humains qui auraient été commises à l'étranger par des étrangers : *non-violation*
J. et autres c. Autriche, 58216/12, 17 janvier 2017n° 203
- Réaction insuffisante des autorités à une situation de traite d'êtres humains résultant de l'exploitation de la vulnérabilité d'ouvriers migrants sans permis : *violation*
Chowdury et autres c. Grèce, 21884/15, 30 mars 2017n° 205

ARTICLE 4 § 2

Travail forcé

- Réaction insuffisante des autorités à une situation de traite d'êtres humains résultant de l'exploitation de la vulnérabilité d'ouvriers migrants sans permis : *violation*
Chowdury et autres c. Grèce, 21884/15, 30 mars 2017n° 205

ARTICLE 5

ARTICLE 5 § 1

Liberté physique

- Détention de journalistes qui serait illégale : *affaire communiquée*
Sabuncu et autres c. Turquie, 23199/17n° 208

Privation de liberté

- Imposition de mesures de prévention restreignant la liberté de mouvement d'une personne en considération de sa dangerosité sociale : *article 5 non applicable*
De Tommaso c. Italie [GC], 43395/09, 23 février 2017n° 204

-000-

Rétention *de facto*, pendant vingt-trois jours, dans une zone de transit : *affaire renvoyée devant la Grande Chambre*
Ilias et Ahmed c. Hongrie, 47287/15 (arrêt de chambre du 14 mars 2017).....n° 210

Demandeurs d'asile retenus pendant de longues périodes dans une zone de transit aéroportuaire : *affaire renvoyée devant la Grande Chambre*
Z.A. et autres c. Russie, 61411/15 et al. (arrêt de chambre du 28 mars 2017).....n° 210

-000-

Rétention *de facto*, pendant vingt-trois jours, dans une zone de transit : *violation*
Ilias et Ahmed c. Hongrie, 47287/15, 14 mars 2017.....n° 205

Détention reposant sur une décision rendue par la république serbe de Krajina : *violation*
Mitrović c. Serbie, 52142/12, 21 mars 2017n° 205

Demandeurs d'asile retenus pendant de longues périodes dans une zone de transit aéroportuaire : *article 5 applicable ; violation*
Z.A. et autres c. Russie, 61411/15 et al., 28 mars 2017.....n° 205

Voies légales

Défaillance grave du représentant légal du requérant dans le cadre d'une procédure d'internement d'office en hôpital psychiatrique : *violation*
V.K. c. Russie, 9139/08, 4 avril 2017n° 206

Arrestation ou détention régulières

Arrestation et détention de supporters de football pendant plus de sept heures sans mise en examen : *dessaisissement au profit de la Grande Chambre*
S., V. et A. c. Danemark, 35553/12 et al.n° 209

-000-

Détention, en vue de l'expulsion d'un demandeur d'asile, vulnérable en raison de son état de santé mentale : *non-violation*
Thimothawes c. Belgique, 39061/11, 4 avril 2017.....n° 206

Absence de mesures raisonnables de la part des autorités en vue d'informer la requérante de l'ouverture de poursuites pénales la concernant et de son obligation de se présenter devant elles : *violation*
Vasiliciuc c. République de Moldova, 15944/11, 2 mai 2017n° 207

ARTICLE 5 § 1 e)

Aliéné

Traitement de troubles mentaux compromis par des barrières linguistiques, sans inadéquation de l'établissement d'internement en lui-même : *affaire renvoyée devant la Grande Chambre*
Rooman c. Belgique, 18052/11 (arrêt de chambre du 18 juillet 2017).....n° 213

-000-

Traitement de troubles mentaux compromis par des barrières linguistiques, sans inadéquation de l'établissement d'internement en lui-même : *non-violation*
Rooman c. Belgique, 18052/11, 18 juillet 2017.....n° 209

Internement psychiatrique prolongé sans appréciation suffisante de l'état actuel de dangerosité : *violation*
N. c. Roumanie, 59152/08, 28 novembre 2017n° 212

ARTICLE 5 § 1 f)

Empêcher l'entrée irrégulière sur le territoire

Détention, en vue de l'expulsion d'un demandeur d'asile, vulnérable en raison de son état de santé mentale : *non-violation*

Thimothawes c. Belgique, 39061/11, 4 avril 2017.....n° 206

Expulsion

Détention, en vue de l'expulsion d'un demandeur d'asile, vulnérable en raison de son état de santé mentale : *non-violation*

Thimothawes c. Belgique, 39061/11, 4 avril 2017.....n° 206

-ooo-

Détention administrative de plus de deux mois dans un centre fermé d'un migrant sans papiers malgré la grossesse de sa compagne : *irrecevable*

Muzamba Oyaw c. Belgique (déc.), 23707/15, 28 février 2017.....n° 206

ARTICLE 5 § 3

Aussitôt traduit devant un juge ou autre magistrat

Détention de journalistes qui serait illégale : *affaire communiquée*

Sabuncu et autres c. Turquie, 23199/17.....n° 208

ARTICLE 5 § 4

Contrôle de la légalité de la détention

Absence de recours pour contrôler la prescription d'une peine pénale appliquée environ vingt ans après son prononcé : *violation*

Ivan Todorov c. Bulgarie, 71545/11, 19 janvier 2017.....n° 203

Incapacité présumée de défier la légalité d'une détention provisoire en raison de l'application du régime provisoire de secret dans une enquête de blanchiment d'argent : *non-violation*

Podeschi c. Saint-Marin, 66357/14, 13 avril 2017.....n° 206

Défaut de garantie de l'égalité des armes dans un appel formé avec succès par l'accusation contre la libération du requérant de sa détention provisoire : *article 5 § 4 applicable ; violation*

Oravec c. Croatie, 51249/11, 11 juillet 2017.....n° 209

Rejet de l'appel formé par un détenu condamné contre son maintien en détention sans que celui-ci ait eu la possibilité de répondre aux arguments des autorités : *article 5 § 4 applicable ; violation*

Stollenwerk c. Allemagne, 8844/12, 7 septembre 2017.....n° 210

Périodicité insuffisante du contrôle de la justification d'un internement psychiatrique, et manque d'assistance juridique effective : *violation*

N. c. Roumanie, 59152/08, 28 novembre 2017.....n° 212

Contrôle à bref délai

Périodicité insuffisante du contrôle de la justification d'un internement psychiatrique, et manque d'assistance juridique effective : *violation*

N. c. Roumanie, 59152/08, 28 novembre 2017.....n° 212

-ooo-

Détention de journalistes qui serait illégale : <i>affaire communiquée</i> <i>Sabuncu et autres c. Turquie</i> , 23199/17.....	n° 208
---	--------

ARTICLE 6

ARTICLE 6 § 1 (civil)

Droits et obligations de caractère civil

Imposition de mesures de prévention sans audience publique : <i>article 6 applicable</i> <i>De Tommaso c. Italie [GC]</i> , 43395/09, 23 février 2017.....	n° 204
---	--------

-000-

Impossibilité de contester devant les juridictions civiles l'expulsion d'un membre d'une association : <i>violation</i> <i>Lovrić c. Croatie</i> , 38458/15, 4 avril 2017.....	n° 206
---	--------

Durée des investigations préliminaires ayant empêché la partie lésée de se constituer partie civile dans une procédure pénale : <i>article 6 applicable</i> <i>Arnoldi c. Italie</i> , 35637/04, 7 décembre 2017	n° 213
---	--------

Accès à un tribunal

Arrêt de la Cour suprême jugeant les juridictions civiles non compétentes pour connaître du recours pour licenciement abusif engagé par un pasteur contre l'Église : <i>article 6 non applicable ; irrecevable</i> <i>Károly Nagy c. Hongrie [GC]</i> , 56665/09, 14 septembre 2017	n° 210
--	--------

-000-

Interprétation excessivement formaliste des règles procédurales : <i>affaire renvoyée devant la Grande Chambre</i> <i>Zubac c. Croatie</i> , 40160/12 (arrêt de chambre du 11 octobre 2016).....	n° 205
---	--------

Application de la loi sacrée de l'Islam (charia) à un litige successoral entre des citoyens musulmans grecs : <i>dessaisissement au profit de la Grande Chambre</i> <i>Molla Sali c. Grèce</i> , 20452/14	n° 208
--	--------

-000-

Recours rejeté comme étant hors-délai en dépit de la réception tardive de la décision attaquée par l'auteur du recours : <i>violation</i> <i>Ivanova et Ivashova c. Russie</i> , 797/14 et 67755/14, 26 janvier 2017.....	n° 203
--	--------

Extension du délai pour faire appel au profit des autorités compétentes sans motif valable : <i>violation</i> <i>Magomedov et autres c. Russie</i> , 33636/09 et al., 28 mars 2017.....	n° 205
--	--------

Impossibilité de contester devant les juridictions civiles l'expulsion d'un membre d'une association : <i>violation</i> <i>Lovrić c. Croatie</i> , 38458/15, 4 avril 2017.....	n° 206
---	--------

Refus des juridictions nationales d'allouer une indemnité, en l'absence de demande, à une victime mineure de violences domestiques : <i>violation</i> <i>D.M.D. c. Roumanie</i> , 23022/13, 3 octobre 2017	n° 211
---	--------

Absence d'un système permettant de fixer la date de disponibilité de la décision attaquée, qui servait de point de départ du délai d'appel : *violation*
Cherednichenko et autres c. Russie, 35082/13 et al., 7 novembre 2017n° 212

Refus d'examiner des recours de plaignants ayant demandé l'examen de leurs causes en leur absence : *violation*
Sukhanov et autres c. Russie, 56251/12 et al., 7 novembre 2017.....n° 212

Procès équitable

Application de la loi sacrée de l'Islam (charia) à un litige successoral entre des citoyens musulmans grecs : *dessaisissement au profit de la Grande Chambre*
Molla Sali c. Grèce, 20452/14n° 208

-000-

Extension du délai pour faire appel au profit des autorités compétentes sans motif valable : *violation*
Magomedov et autres c. Russie, 33636/09 et al., 28 mars 2017.....n° 205

Mesures insuffisantes prises par un tribunal pour s'assurer que la partie défenderesse avait reçu signification de la demande de divorce : *violation*
Schmidt c. Lettonie, 22493/05, 27 avril 2017n° 206

Refus des juridictions nationales d'allouer une indemnité, en l'absence de demande, à une victime mineure de violences domestiques : *violation*
D.M.D. c. Roumanie, 23022/13, 3 octobre 2017n° 211

Audience publique

Imposition de mesures de prévention sans audience publique : *violation*
De Tommaso c. Italie [GC], 43395/09, 23 février 2017.....n° 204

Tenue d'une audience

Publication d'un droit de réponse imposée à un journal au terme d'une procédure d'urgence ne comprenant pas d'audience : *non-violation*
Eker c. Turquie, 24016/05, 24 octobre 2017.....n° 211

Délai raisonnable

Durée de procédure excessive pour obtenir l'indemnisation de dommages en raison d'actes de terrorisme : *violation*
Çevikel c. Turquie, 23121/15, 23 mai 2017n° 207

Tribunal impartial

Impartialité objective non garantie par la composition d'une cour d'appel : *violation*
Ramljak c. Croatie, 5856/13, 27 juin 2017n° 208

ARTICLE 6 § 1 (pénal)

Accusation en matière pénale

Plainte concernant le refus par une juridiction nationale de rouvrir une procédure pénale suite au constat d'une violation de l'article 6 par la Cour européenne : *recevable*
Rejet par la Cour suprême d'une demande de révision d'un jugement pénal suite à un arrêt de la Cour européenne concluant à violation de l'article 6 : *non-violation*
Moreira Ferreira c. Portugal (n° 2) [GC], 19867/12, 11 juillet 2017.....n° 209

Accès à un tribunal

Plainte concernant le refus par une juridiction nationale de rouvrir une procédure pénale suite au constat d'une violation de l'article 6 par la Cour européenne : *recevable*
Rejet par la Cour suprême d'une demande de révision d'un jugement pénal suite à un arrêt de la Cour européenne concluant à violation de l'article 6 : *non-violation*
Moreira Ferreira c. Portugal (n° 2) [GC], 19867/12, 11 juillet 2017.....n° 209

-ooo-

Lenteurs d'un procès en appel parce que le dossier ne se trouvait plus dans une zone contrôlée par le Gouvernement : *non-violation*
Khlebik c. Ukraine, 2945/16, 25 juillet 2017.....n° 209

Procès équitable

Absence d'avocat lors des trois premiers jours de la garde à vue n'ayant eu aucune incidence sur l'équité globale de la procédure : *non-violation*
Simeonovi c. Bulgarie [GC], 21980/04, 12 mai 2017.....n° 207

Plainte concernant le refus par une juridiction nationale de rouvrir une procédure pénale suite au constat d'une violation de l'article 6 par la Cour européenne : *recevable*
Rejet par la Cour suprême d'une demande de révision d'un jugement pénal suite à un arrêt de la Cour européenne concluant à violation de l'article 6 : *non-violation*
Moreira Ferreira c. Portugal (n° 2) [GC], 19867/12, 11 juillet 2017.....n° 209

-ooo-

Refus de laisser la défense accéder aux documents relatifs aux discussions au terme desquelles des « repentis » ont été d'accord pour témoigner à charge : *non-violation*
Habran et Dalem c. Belgique, 43000/11 et 49380/11, 17 janvier 2017.....n° 203

Motifs de la condamnation donnés par des juges qui n'ont pas participé au procès : *violation*
Cerovšek et Božičnik c. Slovénie, 68939/12 et 68949/12, 7 mars 2017.....n° 205

Absence d'une procédure judiciaire effective qui eût permis de déterminer si des éléments détenus par le procureur devaient être communiquées à la défense : *violation*
Matanović c. Croatie, 2742/12, 4 avril 2017.....n° 206

Confidentialité de l'identité et des rapports rendus par des agents infiltrés : *non-violation*
Van Wesenbeeck c. Belgique, 67496/10 et 52936/12, 23 mai 2017.....n° 207

Refus de suspendre ou de reporter une procédure pénale pour diffamation : *non-violation*
Tsalkitzis c. Grèce (n° 2), 72624/10, 19 octobre 2017.....n° 211

Condamnation pour faux-monnayage à la suite d'une opération conduite par des policiers infiltrés : *violation*
Grba c. Croatie, 47074/12, 23 novembre 2017.....n° 212

Manque d'équité allégué de la procédure de mise en accusation du premier ministre : *non-violation*
Haarde c. Islande, 66847/12, 23 novembre 2017.....n° 212

Garanties procédurales suffisantes pour permettre à l'accusé dans une affaire de terrorisme de comprendre le verdict rendu par un jury d'assises spécialement composé : *non-violation*
Ramda c. France, 78477/11, 19 décembre 2017.....n° 213

Procédure contradictoire

Refus de laisser la défense accéder aux documents relatifs aux discussions au terme desquelles des « repentis » ont été d'accord pour témoigner à charge : *non-violation*
Habran et Dalem c. Belgique, 43000/11 et 49380/11, 17 janvier 2017.....n° 203

Égalité des armes

Refus de laisser la défense accéder aux documents relatifs aux discussions au terme desquelles des « repentis » ont été d'accord pour témoigner à charge : *non-violation*
Habran et Dalem c. Belgique, 43000/11 et 49380/11, 17 janvier 2017.....n° 203

Confidentialité de l'identité et des rapports rendus par des agents infiltrés : *non-violation*
Van Wesenbeeck c. Belgique, 67496/10 et 52936/12, 23 mai 2017.....n° 207

Désignation, comme expert officiel lors d'un procès, d'un expert qui avait déjà établi un rapport pour le procureur lors de l'enquête préliminaire : *non-violation*
J.M. et autres c. Autriche, 61503/14 et al., 1^{er} juin 2017.....n° 208

Délai raisonnable

Lenteurs d'un procès en appel parce que le dossier ne se trouvait plus dans une zone contrôlée par le Gouvernement : *non-violation*
Khlebik c. Ukraine, 2945/16, 25 juillet 2017.....n° 209

Durée de la procédure, dans une affaire où l'accusée a au départ été traitée en tant que témoin : *violation*
Kalēja c. Lettonie, 22059/08, 5 octobre 2017.....n° 211

Tribunal indépendant et impartial

Manque d'équité allégué de la procédure de mise en accusation du premier ministre : *non-violation*
Haarde c. Islande, 66847/12, 23 novembre 2017.....n° 212

Tribunal impartial

Défaut allégué d'impartialité d'une jurée au vu de ses commentaires dans une interview avec un journal après la condamnation de l'accusé : *irrecevable*
Bodet c. Belgique (déc.), 78480/13, 5 janvier 2017.....n° 203

ARTICLE 6 § 1 (administratif)

Procès équitable – Procédure contradictoire – Égalité des armes

Impossibilité de prendre connaissance d'un élément de preuve déterminant, qualifié d'information confidentielle, lors du réexamen judiciaire d'une décision administrative : *article 6 applicable ; non-violation*
Begner c. République tchèque [GC], 35289/11, 19 septembre 2017.....n° 210

ARTICLE 6 § 1 (constitutionnel)

Droits et obligations de caractère civil

Absence d'audience dans une procédure devant la Cour constitutionnelle : *article 6 applicable*
Selmani et autres c. l'ex-République yougoslave de Macédoine, 67259/14, 9 février 2017.....n° 204

Tenue d'une audience

Absence d'audience dans une procédure devant la Cour constitutionnelle : *violation*

Selmani et autres c. l'ex-République yougoslave de Macédoine, 67259/14, 9 février 2017.....n° 204

ARTICLE 6 § 1 (disciplinaire)

Droits et obligations de caractère civil

Action disciplinaire contre un juge engagée et examinée par le même organe : *article 6 applicable*

Kamenos c. Chypre, 147/07, 31 octobre 2017.....n° 211

Accès à un tribunal

Impossibilité pour un juge d'obtenir le contrôle juridictionnel de sa suspension alors qu'une action disciplinaire était en cours : *violation*

Paluda c. Slovaquie, 33392/12, 23 mai 2017n° 207

Tribunal indépendant et impartial

Vices de procédure allégués dans des procédures de révocation de juges : *dessaisissement au profit de la Grande Chambre*

Denisov c. Ukraine, 76639/11n° 206

Tribunal impartial

Action disciplinaire contre un juge engagée et examinée par le même organe : *violation*

Kamenos c. Chypre, 147/07, 31 octobre 2017n° 211

ARTICLE 6 § 1 (exécution)

Délai raisonnable

Recours indemnitaire pour dépassement du délai raisonnable déclaré tardif faute de prise en compte de la phase d'exécution du jugement comme partie intégrante de la procédure : *violation*

Bozza c. Italie, 17739/09, 14 septembre 2017n° 210

-000-

Délai d'exécution de décisions judiciaires ayant ordonné que les frais de justice afférents à des « procédures Pinto » soient remboursés directement aux avocats des demandeurs : *irrecevable*

Izzo et autres c. Italie (déc.), 46141/12, 30 mai 2017n° 208

ARTICLE 6 § 2

Présomption d'innocence

Condamnation pour blanchiment d'argent faute pour l'accusé d'avoir expliqué l'origine de versements anormalement élevés sur son compte bancaire : *irrecevable*

Zschüschen c. Belgique (déc.), 23572/07, 2 mai 2017n° 207

ARTICLE 6 § 3 a)

Information sur la nature et la cause de l'accusation – Information détaillée

Condamnation pour blanchiment d'argent sans détermination de l'infraction matérielle sous-jacente : *irrecevable*

Zschüschen c. Belgique (déc.), 23572/07, 2 mai 2017n° 207

ARTICLE 6 § 3 b)

Facilités nécessaires

Impossibilité alléguée pour une accusée d'examiner des bandes de vidéosurveillance retenues comme éléments à charge : *affaire renvoyée devant la Grande Chambre*
Murtazaliyeva c. Russie, 36658/05 (arrêt de chambre du 9 mai 2017)n° 210

Accès au dossier

Restrictions pour la défense à l'accès à des informations classifiées : *non-violation*
M c. Pays-Bas, 2156/10, 25 juillet 2017n° 209

ARTICLE 6 § 3 c)

Se défendre soi-même

Réexamen complet d'une affaire en l'absence de l'accusé : *violation*
Hokkeling c. Pays-Bas, 30749/12, 14 février 2017n° 204

Se défendre avec l'assistance d'un défenseur

Absence d'avocat lors des trois premiers jours de la garde à vue n'ayant eu aucune incidence sur l'équité globale de la procédure : *non-violation*
Simeonovi c. Bulgarie [GC], 21980/04, 12 mai 2017n° 207

-000-

Loi ne prévoyant pas l'assistance d'un avocat lors des interrogatoires par la police et par le juge d'instruction dans la phase initiale de la procédure pénale : *dessaisissement en faveur de la Grande Chambre*
Beuze c. Belgique, 71409/10n° 208

-000-

Restrictions à la divulgation par l'accusé d'informations classifiées à l'avocat de la défense : *violation*
M c. Pays-Bas, 2156/10, 25 juillet 2017n° 209

Accusée non assistée par un défenseur pendant la phase initiale où elle a été traitée en tant que témoin : *non-violation*
Kalēja c. Lettonie, 22059/08, 5 octobre 2017n° 211

ARTICLE 6 § 3 d)

Interrogation des témoins

Impossibilité pour la défense d'interroger des témoins lors du procès pénal : *affaire renvoyée devant la Grande Chambre*
Murtazaliyeva c. Russie, 36658/05 (arrêt de chambre du 9 mai 2017)n° 210

-000-

Juridiction de jugement ayant refusé d'interroger des agents infiltrés : *non-violation*
Van Wesenbeeck c. Belgique, 67496/10 et 52936/12, 23 mai 2017n° 207

Condamnation, fondée sur les déclarations de témoins absents, à verser une amende et des majorations d'impôts : *violation*
Chap Ltd c. Arménie, 15485/09, 4 mai 2017n° 207

Restrictions à l'accès à des informations classifiées dont la défense souhaitait se servir pour interroger des témoins : <i>non-violation</i> <i>M c. Pays-Bas, 2156/10, 25 juillet 2017</i>	n° 209
Impossibilité pour la défense d'interroger les témoins à charge : <i>violation</i> <i>Zadumov c. Russie, 2257/12, 12 décembre 2017</i>	n° 213

ARTICLE 7

Nullum crimen sine lege

Imprécision alléguée de dispositions légales régissant la mise en accusation : <i>non-violation</i> <i>Haarde c. Islande, 66847/12, 23 novembre 2017</i>	n° 212
---	--------

Nulla poena sine lege

Déchéance d'un mandat électif en vertu d'une loi adoptée après commission de l'infraction litigieuse : <i>dessaisissement au profit de la Grande Chambre</i> <i>Berlusconi c. Italie, 58428/13</i>	n° 208
---	--------

-000-

Fixation d'une peine confondue pour des infractions multiples : <i>violation</i> <i>Koprivnikar c. Slovénie, 67503/13, 24 janvier 2017</i>	n° 203
---	--------

Peine plus forte

Détention de sûreté rétroactive d'un meurtrier condamné, sur la base d'évaluations psychiatriques indiquant qu'il restait dangereux : <i>affaire renvoyée devant la Grande Chambre</i> <i>Inseher c. Allemagne, 10211/12 et 27505/14 (arrêt de chambre du 2 février 2017)</i>	n° 207
--	--------

-000-

Fixation d'une peine confondue pour des infractions multiples : <i>violation</i> <i>Koprivnikar c. Slovénie, 67503/13, 24 janvier 2017</i>	n° 203
---	--------

Rétroactivité

Détention de sûreté rétroactive d'un meurtrier condamné, sur la base d'évaluations psychiatriques indiquant qu'il restait dangereux : <i>affaire renvoyée devant la Grande Chambre</i> <i>Inseher c. Allemagne, 10211/12 et 27505/14 (arrêt de chambre du 2 février 2017)</i>	n° 207
--	--------

ARTICLE 8

Respect de la vie privée et familiale

Rejet de la demande de divorce formée par un conjoint souhaitant épouser sa nouvelle compagne : <i>non-violation</i> <i>Babiarz c. Pologne, 1955/10, 10 janvier 2017</i>	n° 203
Refus, au nom de l'intérêt supérieur des enfants, de reconnaître la paternité d'un père biologique : <i>non-violation</i> <i>R.L. et autres c. Danemark, 52629/11, 7 mars 2017</i>	n° 205
Protection insuffisante de l'image d'un enfant : <i>violation</i> <i>Bogomolova c. Russie, 13812/09, 20 juin 2017</i>	n° 208

Restrictions injustifiées aux droits d'un ressortissant étranger de recevoir des visites et d'utiliser un téléphone pendant sa détention provisoire : *violation*
Lebois c. Bulgarie, 67482/14, 19 octobre 2017n° 211

Refus d'inscrire à l'état civil des mariages homosexuels contractés à l'étranger : *violation*
Orlandi et autres c. Italie, 26431/12 et al., 14 décembre 2017.....n° 213

-000-

Déchéance de nationalité en raison d'activités liées au terrorisme : *irrecevable*
K2 c. Royaume-Uni (déc.), 42387/13, 7 février 2017.....n° 205

Respect de la vie privée

Retrait d'un enfant né à l'étranger à la suite d'un contrat de gestation pour autrui conclu par un couple au sujet duquel il a été ultérieurement constaté qu'il n'a aucun lien biologique avec l'enfant : *non-violation*
Paradiso et Campanelli c. Italie [GC], 25358/12, 24 janvier 2017n° 203

Surveillance de l'usage fait d'internet par un employé à son lieu de travail et utilisation des données collectées pour justifier son renvoi : *violation*
Bărbulescu c. Roumanie [GC], 61496/08, 5 septembre 2017n° 210

-000-

Commentaires émis lors d'émissions télévisées sur la prétendue orientation sexuelle d'une chanteuse et sa vie sentimentale : *violation*
Rubio Dosamantes c. Espagne, 20996/10, 21 février 2017n° 204

Refus de donner suite aux souhaits d'un adulte déficient intellectuel quant à sa formation et à son lieu de résidence : *non-violation*
A.-M.V. c. Finlande, 53251/13, 23 mars 2017n° 205

Conditions légales d'un changement d'état civil pour les personnes transgenres : *violation ; non-violations*
A.P., Garçon et Nicot c. France, 79885/12 et al., 6 avril 2017n° 206

Rapport d'expertise en matière de responsabilité médicale concluant à l'absence de faute des médecins sans examen concret de la conformité des actes accomplis aux règles de l'art : *violation*
Erdinç Kurt et autres c. Turquie, 50772/11, 6 juin 2017n° 208

Fichage des données ADN des auteurs d'infractions pénales sans différence de durée selon la gravité de l'infraction ni accès à une procédure d'effacement : *violation*
Aycaguer c. France, 8806/12, 22 juin 2017n° 208

Radiation d'un ancien enquêteur de police de la liste des avocats stagiaires en raison d'une condamnation pénale : *non-violation*
Jankauskas c. Lituanie (n° 2), 50446/09, 27 juin 2017.....n° 208

Interdiction du port de vêtements cachant le visage dans l'espace public : *non-violation*
Dakir c. Belgique, 4619/12, 11 juillet 2017
Belcacemi et Oussar c. Belgique, 37798/13, 11 juillet 2017.....n° 209

Défaut de cadre légal régissant les activités d'une centrale thermique très proche d'appartements résidentiels : *violation*
Jugheli et autres c. Géorgie, 38342/05, 13 juillet 2017n° 209

Surveillance secrète en l'absence de garanties judiciaires adéquates : *violations*
Dudchenko c. Russie, 37717/05, 7 novembre 2017n° 212

Échec d'une action en diffamation contre une personnalité publique accusée d'être un « violeur » : *violation*
Egill Einarsson c. Islande, 24703/15, 7 novembre 2017.....n° 212

Surveillance secrète en l'absence de garanties judiciaires adéquates : *violation*
Zubkov et autres c. Russie, 29431/05 et al., 7 novembre 2017
Akhlyustin c. Russie, 21200/05, 7 novembre 2017
Moskalev c. Russie, 44045/05, 7 novembre 2017
Konstantin Moskalev c. Russie, 59589/10, 7 novembre 2017n° 212

Absence de mise en balance de la liberté d'expression et du droit à la protection de la réputation par les tribunaux : *violation*
Tarman c. Turquie, 63903/10, 21 novembre 2017n° 212

Surveillance vidéo illégale d'amphithéâtres universitaires : *article 8 applicable ; violation*
Antović et Mirković c. Monténégro, 70838/13, 28 novembre 2017n° 212

-ooo-

Manquement allégué des autorités internes à tenir un prestataire de services de contenus responsable de la teneur de commentaires déposés sur un blog par un tiers : *irrecevable*
Pihl c. Suède (déc.), 74742/14, 7 février 2017n° 205

Refus de notifier à l'étranger une action en diffamation au motif que l'atteinte alléguée à la réputation est minime : *irrecevable*
Tamiz c. Royaume-Uni (déc.), 3877/14, 19 septembre 2017.....n° 211

Divulgarion du nom de personnes titulaires de fonctions publiques passant pour avoir collaboré au régime communiste sur la foi des registres de l'ancien service de sécurité : *irrecevable*
Anchev c. Bulgarie (déc.), 38334/08 et 68242/16, 5 décembre 2017n° 213

Respect de la vie familiale

Absence de mesures appropriées pour faciliter le droit de visite d'un père sourd-muet : *violation*
Kacper Nowakowski c. Pologne, 32407/13, 10 janvier 2017.....n° 203

Absence de prise en considération de l'impact sur la vie familiale lors du placement des détenus dans des établissements pénitentiaires éloignés : *violation*
Polyakova et autres c. Russie, 35090/09 et al., 7 mars 2017.....n° 205

Enfant séparée des parents et déclarée adoptable au motif des conditions de vie précaires de la famille : *violation*
Barnea et Caldararu c. Italie, 37931/15, 22 juin 2017.....n° 208

Absence de mesures adéquates en vue de l'exécution d'une décision de retour d'enfants adoptée sur le fondement de la Convention de La Haye : *violation*
Sévère c. Autriche, 53661/15, 21 septembre 2017.....n° 210

Placement temporaire des enfants d'une famille en raison des carences matérielles de la famille et des défaillances parentales : *non-violation*
Achim c. Roumanie, 45959/11, 24 octobre 2017.....n° 211

Autorisation par les autorités internes de l'adoption d'un enfant psychologiquement vulnérable par ses parents d'accueil : *non-violation*
Strand Lobben et autres c. Norvège, 37283/13, 30 novembre 2017.....n° 212

-ooo-

Décision, contraire à la volonté des parents, de mettre fin à un traitement qui maintient artificiellement en vie leur bébé : *irrecevable*
Gard et autres c. Royaume-Uni (déc.), 39793/17, 27 juin 2017.....n° 208

Respect du domicile

- Perquisition et saisies à un domicile privé et professionnel fondées sur un mandat imprécis, sans la présence de l'occupant des lieux et sans contrôle judiciaire : *violation*
Modestou c. Grèce, 51693/13, 16 mars 2017n° 205
- Défaut de cadre légal régissant les activités d'une centrale thermique très proche d'appartements résidentiels : *violation*
Jugheli et autres c. Géorgie, 38342/05, 13 juillet 2017n° 209

Respect de la correspondance

- Surveillance de l'usage fait d'internet par un employé à son lieu de travail et utilisation des données collectées pour justifier son renvoi : *violation*
Bărbulescu c. Roumanie [GC], 61496/08, 5 septembre 2017n° 210
- 000-
- Restrictions injustifiées aux droits d'un ressortissant étranger de recevoir des visites et d'utiliser un téléphone pendant sa détention provisoire : *violation*
Lebois c. Bulgarie, 67482/14, 19 octobre 2017n° 211
- Surveillance secrète en l'absence de garanties judiciaires adéquates : *violations*
Dudchenko c. Russie, 37717/05, 7 novembre 2017n° 212
- Surveillance secrète en l'absence de garanties judiciaires adéquates : *violation*
Zubkov et autres c. Russie, 29431/05 et al., 7 novembre 2017
Akhlyustin c. Russie, 21200/05, 7 novembre 2017
Moskalev c. Russie, 44045/05, 7 novembre 2017
Konstantin Moskalev c. Russie, 59589/10, 7 novembre 2017n° 212

Obligations positives

- Rejet de la demande de divorce formée par un conjoint souhaitant épouser sa nouvelle compagne : *non-violation*
Babiarz c. Pologne, 1955/10, 10 janvier 2017n° 203
- Absence de mesures appropriées pour faciliter le droit de visite d'un père sourd-muet : *violation*
Kacper Nowakowski c. Pologne, 32407/13, 10 janvier 2017n° 203
- Absence d'une approche répressive globale à l'égard d'une manifestation contre les Roms : *violation*
Király et Dömötör c. Hongrie, 10851/13, 17 janvier 2017n° 203
- Commentaires émis lors d'émissions télévisées sur la prétendue orientation sexuelle d'une chanteuse et sa vie sentimentale : *violation*
Rubio Dosamantes c. Espagne, 20996/10, 21 février 2017n° 204
- Refus, au nom de l'intérêt supérieur des enfants, de reconnaître la paternité d'un père biologique : *non-violation*
R.L. et autres c. Danemark, 52629/11, 7 mars 2017n° 205
- Conditions légales d'un changement d'état civil pour les personnes transgenres : *violation ; non-violations*
A.P., Garçon et Nicot c. France, 79885/12 et al., 6 avril 2017n° 206
- Ineffectivité alléguée d'une procédure pour négligence médicale en Croatie : *non-violation*
Jurica c. Croatie, 30376/13, 2 mai 2017n° 207

Rapport d'expertise en matière de responsabilité médicale concluant à l'absence de faute des médecins sans examen concret de la conformité des actes accomplis aux règles de l'art : <i>violation</i> <i>Erdiñç Kurt et autres c. Turquie, 50772/11, 6 juin 2017</i>	n° 208
Protection insuffisante de l'image d'un enfant : <i>violation</i> <i>Bogomolova c. Russie, 13812/09, 20 juin 2017</i>	n° 208
Défaut de cadre légal régissant les activités d'une centrale thermique très proche d'appartements résidentiels : <i>violation</i> <i>Jugheli et autres c. Géorgie, 38342/05, 13 juillet 2017</i>	n° 209
Absence de mesures adéquates en vue de l'exécution d'une décision de retour d'enfants adoptée sur le fondement de la Convention de La Haye : <i>violation</i> <i>Sévère c. Autriche, 53661/15, 21 septembre 2017</i>	n° 210
Échec d'une action en diffamation contre une personnalité publique accusée d'être un « violeur » : <i>violation</i> <i>Egill Einarsson c. Islande, 24703/15, 7 novembre 2017</i>	n° 212
Absence de mise en balance de la liberté d'expression et du droit à la protection de la réputation par les tribunaux : <i>violation</i> <i>Tarman c. Turquie, 63903/10, 21 novembre 2017</i>	n° 212
-000-	
Déchéance de nationalité en raison d'activités liées au terrorisme : <i>irrecevable</i> <i>K2 c. Royaume-Uni (déc.), 42387/13, 7 février 2017</i>	n° 205
Manquement allégué des autorités internes à tenir un prestataire de services de contenus responsable de la teneur de commentaires déposés sur un blog par un tiers : <i>irrecevable</i> <i>Pihl c. Suède (déc.), 74742/14, 7 février 2017</i>	n° 205

ARTICLE 9

Liberté de pensée

Refus d'accorder la nationalité à un étranger au terme d'une appréciation discrétionnaire de son loyalisme envers l'État : <i>article 9 non applicable</i> <i>Boudelal c. France (déc.), 14894/14, 13 juin 2017</i>	n° 209
--	--------

Liberté de conscience

Condamnation d'un objecteur de conscience pour refus d'accomplir le service militaire ou civil : <i>violation</i> <i>Adyan et autres c. Arménie, 75604/11, 12 octobre 2017</i>	n° 211
---	--------

Liberté de religion

Couple marié assujetti conjointement à l'impôt ecclésiastique au titre de l'appartenance de l'épouse à une paroisse : <i>non-violation</i> <i>Klein et autres c. Allemagne, 10138/11 et al., 6 avril 2017</i>	n° 206
Refus d'enregistrer une association culturelle en raison de l'absence dans ses statuts d'exposé précis de ses croyances et ses rites : <i>violation</i> <i>Metodiev et autres c. Bulgarie, 58088/08, 15 juin 2017</i>	n° 208

Condamnation d'un objecteur de conscience pour refus d'accomplir le service militaire ou civil : <i>violation</i> <i>Adyan et autres c. Arménie, 75604/11, 12 octobre 2017</i>	n° 211
--	--------

Manifester sa religion ou sa conviction

Amende infligée à des parents en raison de leur refus, pour des motifs religieux, de permettre à leurs filles de suivre des cours de natation mixtes, obligatoires à l'école primaire : <i>non-violation</i> <i>Osmanoğlu et Kocabaş c. Suisse, 29086/12, 10 janvier 2017</i>	n° 203
Refus d'enregistrer une association culturelle en raison de l'absence dans ses statuts d'exposé précis de ses croyances et ses rites : <i>violation</i> <i>Metodiev et autres c. Bulgarie, 58088/08, 15 juin 2017</i>	n° 208
Interdiction du port de vêtements cachant le visage dans l'espace public : <i>non-violation</i> <i>Dakir c. Belgique, 4619/12, 11 juillet 2017</i> <i>Belcacemi et Oussar c. Belgique, 37798/13, 11 juillet 2017</i>	n° 209
Condamnation d'un objecteur de conscience pour refus d'accomplir le service militaire ou civil : <i>violation</i> <i>Adyan et autres c. Arménie, 75604/11, 12 octobre 2017</i>	n° 211
Témoin sanctionné pour avoir refusé d'ôter sa calotte sur l'ordre du tribunal devant lequel il déposait : <i>violation</i> <i>Hamidović c. Bosnie-Herzégovine, 57792/15, 5 décembre 2017</i>	n° 213

ARTICLE 10

Liberté d'expression

ONG tenues à l'obligation de vérifier les déclarations factuelles diffamatoires à l'égard de particuliers : <i>non-violation</i> <i>Medžlis Islamske Zajednice Brčko et autres c. Bosnie-Herzégovine [GC], 17224/11, 27 juin 2017</i>	n° 208
-ooo-	
Condamnation pour diffamation pour l'utilisation dans un article de presse des termes « totalement inconnue » à l'égard d'une personne occupant un poste public : <i>violation</i> <i>Kapsis et Danikas c. Grèce, 52137/12, 19 janvier 2017</i>	n° 203
Journalistes évacués par la force de la galerie du Parlement réservée à la presse : <i>violation</i> <i>Selmani et autres c. l'ex-République yougoslave de Macédoine, 67259/14, 9 février 2017</i>	n° 204
Parents arrêtés et poursuivis pour avoir revendiqué pour leurs enfants un droit à recevoir un enseignement en kurde : <i>violation</i> <i>Döner et autres c. Turquie, 29994/02, 7 mars 2017</i>	n° 205
Responsable de publication condamné à verser des dommages-intérêts pour avoir publié des allégations d'actes de pédophilie visant un candidat aux élections : <i>violation</i> <i>Ólafsson c. Islande, 58493/13, 16 mars 2017</i>	n° 205
Directrice d'entreprise licenciée sans préavis pour avoir répondu publiquement, par voie de presse, aux critiques de son président : <i>violation</i> <i>Marunić c. Croatie, 51706/11, 28 mars 2017</i>	n° 205
Manque de précision des critères ayant motivé la saisie par les autorités pénitentiaires d'un roman écrit par un détenu : <i>violation</i> <i>Sarıgül c. Turquie, 28691/05, 23 mai 2017</i>	n° 207

Condamnation d'un journal pour avoir publié des actes d'une procédure pénale avant leur lecture en audience publique : <i>non-violation</i> <i>Giesbert et autres c. France, 68974/11 et al., 1^{er} juin 2017</i>	n° 208
Absence de garanties adéquates et effectives concernant les dommages-intérêts dans un procès en diffamation : <i>violation</i> <i>Independent Newspapers (Ireland) Limited c. Irlande, 28199/15, 15 juin 2017</i>	n° 208
Condamnation pénale, pour avoir qualifié un inspecteur du fisc en des termes injurieux et vexatoires, dans une lettre à l'attention de deux administrations : <i>violation</i> <i>Ali Çetin c. Turquie, 30905/09, 20 juin 2017</i>	n° 208
L'interdiction législative de la promotion de l'homosexualité auprès des mineurs renforce la stigmatisation et les préjugés et encourage l'homophobie : <i>violation</i> <i>Bayev et autres c. Russie, 67667/09 et al., 20 juin 2017</i>	n° 208
Décision d'interdire la publication d'images qui auraient permis de reconnaître une personne jugée pour meurtre : <i>non-violation</i> <i>Axel Springer SE et RTL Television GmbH c. Allemagne, 51405/12, 21 septembre 2017</i>	n° 210
Rédacteur en chef condamné au pénal pour avoir publié des articles supposément écrits par des séparatistes tchéchènes : <i>violation</i> <i>Dmitriyevskiy c. Russie, 42168/06, 3 octobre 2017</i>	n° 211
Maison d'édition condamnée à payer des dommages et intérêts à une personne qu'elle avait présentée comme un membre présumé de la mafia : <i>non-violation</i> <i>Verlagsgruppe Droemer Knauer GmbH & Co. KG c. Allemagne, 35030/13, 19 octobre 2017</i>	n° 211

-000-

Refus d'accorder la nationalité à un étranger au terme d'une appréciation discrétionnaire de son loyalisme envers l'État : <i>article 10 non applicable</i> <i>Boudelal c. France (déc.), 14894/14, 13 juin 2017</i>	n° 209
---	--------

-000-

Violation alléguée de la liberté d'expression de journalistes : <i>affaire communiquée</i> <i>Sabuncu et autres c. Turquie, 23199/17</i>	n° 208
---	--------

Liberté de recevoir des informations

Restrictions ayant frappé l'accès d'un détenu à un site internet fournissant des informations en matière d'éducation : <i>violation</i> <i>Jankovskis c. Lituanie, 21575/08, 17 janvier 2017</i>	n° 203
Journaliste contrainte de témoigner contre une source qui avait déjà été dévoilée : <i>violation</i> <i>Becker c. Norvège, 21272/12, 5 octobre 2017</i>	n° 211

-000-

Refus de communiquer à un particulier la copie du jugement rendu dans le cadre d'une procédure à laquelle il n'était pas partie : <i>article 10 non applicable ; irrecevable</i> <i>Sioutis c. Grèce (déc.), 16393/14, 29 août 2017</i>	n° 210
--	--------

Liberté de communiquer des informations

Décision de justice interdisant la publication à grande échelle d'informations fiscales : <i>non-violation</i> <i>Satakunnan Markkinapörssi Oy et Satamedia Oy c. Finlande [GC], 931/13, 27 juin 2017</i>	n° 208
--	--------

-000-

Restriction de la liberté d'un journal de communiquer des informations pendant une campagne électorale : <i>violation</i> <i>Orlovskaya Iskra c. Russie, 42911/08, 21 février 2017</i>	n° 204
Journaliste contrainte de témoigner contre une source qui avait déjà été dévoilée : <i>violation</i> <i>Becker c. Norvège, 21272/12, 5 octobre 2017</i>	n° 211

ARTICLE 11

Liberté de réunion pacifique

Militant politique arrêté et poursuivi à maintes reprises pour infraction administrative : <i>affaire renvoyée devant la Grande Chambre</i> <i>Navalnyy c. Russie, 29580/12 et al. (arrêt de chambre du 2 février 2017)</i>	n° 207
-ooo-	
Pouvoir arbitraire et discriminatoire des autorités de proposer des changements quant au lieu, à la date ou aux modalités d'un rassemblement public : <i>violation</i> <i>Lashmankin et autres c. Russie, 57818/09 et al., 7 février 2017</i>	n° 204
Imprévisibilité d'une condamnation pour appartenance à une organisation illégale : <i>violation</i> <i>Işıkırık c. Turquie, 41226/09, 14 novembre 2017</i>	n° 212
-ooo-	
Refus d'accorder la nationalité à un étranger au terme d'une appréciation discrétionnaire de son loyalisme envers l'État : <i>article 11 non applicable</i> <i>Boudelal c. France (déc.), 14894/14, 13 juin 2017</i>	n° 209

Liberté d'association

Refus d'enregistrer une association culturelle en raison de l'absence dans ses statuts d'exposé précis de ses croyances et ses rites : <i>violation</i> <i>Metodiev et autres c. Bulgarie, 58088/08, 15 juin 2017</i>	n° 208
Refus d'enregistrer une association comme entité religieuse : <i>violation</i> « Archidiocèse orthodoxe d'Ohrid (Archidiocèse orthodoxe grec d'Ohrid du patriarcat de Peć) » <i>c. l'ex-République yougoslave de Macédoine, 3532/07, 16 novembre 2017</i>	n° 212
-ooo-	
Refus d'accorder la nationalité à un étranger au terme d'une appréciation discrétionnaire de son loyalisme envers l'État : <i>article 11 non applicable</i> <i>Boudelal c. France (déc.), 14894/14, 13 juin 2017</i>	n° 209

Fonder et s'affilier à des syndicats

Refus fondé sur la loi de rendre un syndicat représentatif : <i>non-violation</i> Licenciements massifs des adhérents d'un syndicat aboutissant à une désyndicalisation des employés de l'entreprise concernée : <i>violation</i> <i>Tek Gıda İş Sendikası c. Turquie, 35009/05, 4 avril 2017</i>	n° 206
---	--------

ARTICLE 12

Droit de se marier

Rejet de la demande de divorce formée par un conjoint souhaitant épouser sa nouvelle compagne : <i>non-violation</i> <i>Babiarz c. Pologne, 1955/10, 10 janvier 2017</i>	n° 203
---	--------

ARTICLE 13

Recours effectif

- Incertitude entourant la régularisation du statut d'immigré : *non-violation*
Abuhmaid c. Ukraine, 31183/13, 12 janvier 2017n° 203
- Recours indemnitaire permettant de se plaindre de la durée d'une procédure pénale : *non-violation*
Hiernaux c. Belgique, 28022/15, 24 janvier 2017n° 203
- Absence de réponse aux doutes émis par un accusé sur la régularité de la décision de le placer sous écoutes téléphoniques : *violation*
İrfan Güzel c. Turquie, 35285/08, 7 février 2017n° 204
- Absence de recours effectif permettant d'obtenir une décision judiciaire exécutoire contre le refus des autorités d'approuver le lieu, la date ou les modalités d'un rassemblement public avant la date prévue : *violation*
Lashmankin et autres c. Russie, 57818/09 et al., 7 février 2017n° 204
- Recours en matière d'extradition n'offrant pas d'effet suspensif de plein droit et d'examen rigoureux du risque de mauvais traitements : *violation*
Allanazarova c. Russie, 46721/15, 14 février 2017n° 204
- Absence de recours effectif dans le cadre de la procédure administrative et de la procédure relative à l'asile temporaire : *violation*
S.K. c. Russie, 52722/15, 14 février 2017n° 204
- Importance particulière de la réparation et de l'accès aux informations au regard de l'article 13 : *non-violation*
Tagayeva et autres c. Russie, 26562/07 et al., 13 avril 2017n° 206

ARTICLE 14

Discrimination (article 2)

- Défaillances dans la protection d'une femme contre la violence domestique : *violation*
Talpis c. Italie, 41237/14, 2 mars 2017n° 205

Discrimination (article 3)

- Défaillances dans la protection d'une femme contre la violence domestique : *violation*
Talpis c. Italie, 41237/14, 2 mars 2017n° 205
- Absence d'enquête sur des actes de violence raciale contre une victime par association : *violation*
Škorjanec c. Croatie, 25536/14, 28 mars 2017n° 205
- Manquement des autorités à prendre des mesures appropriées pour lutter contre la violence domestique à l'égard des femmes : *violation*
Bălșan c. Roumanie, 49645/09, 23 mai 2017n° 207

Discrimination (article 5)

- Caractère prétendument discriminatoire de dispositions régissant l'imposition de la réclusion à perpétuité : *non-violations*
Khamtokhu et Aksenchik c. Russie [GC], 60367/08 et 961/11, 27 janvier 2017n° 203

Discrimination (article 8)

- Interdiction faite aux ressortissants des États-Unis d'adopter des enfants russes : *violation*
A.H. et autres c. Russie, 6033/13 et al., 17 janvier 2017n° 203
- Discrimination indirecte alléguée dans l'interdiction du port de vêtements cachant le visage dans l'espace public : *non-violation*
Dakir c. Belgique, 4619/12, 11 juillet 2017
Belcacemi et Oussar c. Belgique, 37798/13, 11 juillet 2017.....n° 209
- Réduction d'une indemnité fondée sur le sexe et l'âge de la demanderesse : *violation*
Carvalho Pinto de Sousa Morais c. Portugal, 17484/15, 25 juillet 2017n° 209
- Législation permettant le report de peine de prison pour les mères, mais pas les pères, de petits enfants : *non-violation*
Alexandru Enache c. Roumanie, 16986/12, 3 octobre 2017n° 211
- Refus d'autoriser un couple hétérosexuel à conclure un partenariat enregistré, qui est réservé exclusivement aux couples homosexuels : *non-violation*
Ratzenböck et Seydl c. Autriche, 28475/12, 26 octobre 2017n° 211

Discrimination (article 9)

- Discrimination indirecte alléguée dans l'interdiction du port de vêtements cachant le visage dans l'espace public : *non-violation*
Dakir c. Belgique, 4619/12, 11 juillet 2017
Belcacemi et Oussar c. Belgique, 37798/13, 11 juillet 2017.....n° 209

Discrimination (article 10)

- Différence de traitement injustifiée entre la majorité hétérosexuelle et la minorité homosexuelle : *violation*
Bayev et autres c. Russie, 67667/09 et al., 20 juin 2017n° 208

Discrimination (article 1 du Protocole n° 1)

- Différence entre retraités travaillant dans le secteur public et retraités travaillant dans le secteur privé concernant le droit à continuer de percevoir une pension de retraite publique : *non-violation*
Fábián c. Hongrie [GC], 78117/13, 5 septembre 2017.....n° 210

-000-

- Différence de niveau d'indemnisation atteignable par un blessé ou un malade selon que son état provient d'une faute de son employeur ou de celle d'un tiers : *non-violation*
Saumier c. France, 74734/14, 12 janvier 2017n° 203

-000-

- Employeurs soumis à une surtaxe sur les hauts salaires en raison d'une crise de la dette souveraine : *irrecevable*
P. Plaisier B.V. et autres c. Pays-Bas (déc.), 46184/16 et al., 14 novembre 2017n° 213

-000-

- Discrimination alléguée à l'égard d'anciens membres de l'armée relativement au droit à pension : *affaires communiquées*
Persjanow c. Pologne, 39247/12
Rał c. Pologne, 41178/12.....n° 208

ARTICLE 18

Limitation de l'usage des restrictions aux droits

Plainte de journalistes estimant subir un harcèlement judiciaire pour des motifs politiques : *affaire communiquée*
Sabuncu et autres c. Turquie, 23199/17.....n° 208

Restrictions dans un but non prévu

Maintien en détention provisoire d'un dirigeant d'un parti d'opposition dans le but principal de recueillir des informations sur des sujets différents de l'infraction dont il était soupçonné : *violation*
Merabishvili c. Géorgie [GC], 72508/13, 28 novembre 2017.....n° 212

-000-

Militant politique arrêté et poursuivi à maintes reprises pour infraction administrative : *affaire renvoyée devant la Grande Chambre*
Navalnyy c. Russie, 29580/12 et al. (arrêt de chambre du 2 février 2017).....n° 207

ARTICLE 34

Victime

Chambre d'économie établie par la loi et s'acquittant d'une mission publique : *absence de la qualité de victime*
Chambre d'économie croate c. Serbie (déc.), 819/08, 25 avril 2017.....n° 207

Association sollicitant une indemnisation au niveau interne relativement à la durée d'une procédure en arguant qu'elle représentait la somme des intérêts de chacun de ses membres : *absence de la qualité de victime*
Društvo za varstvo upnikov c. Slovénie (déc.), 66433/13, 21 novembre 2017.....n° 213

ARTICLE 35

ARTICLE 35 § 1

Épuisement des voies de recours internes

Usage par les requérants de voies de recours n'étant pas manifestement ineffectives : *recevable*
Zubkov et autres c. Russie, 29431/05 et al., 7 novembre 2017
Akhlyustin c. Russie, 21200/05, 7 novembre 2017
Moskalev c. Russie, 44045/05, 7 novembre 2017
Konstantin Moskalev c. Russie, 59589/10, 7 novembre 2017.....n° 212

-000-

Défaut d'utilisation du nouveau pourvoi en cassation instauré par le code de procédure administrative : *irrecevable*
Chigirnova c. Russie (déc.), 28448/16, 13 décembre 2016.....n° 203

Non-épuisement d'une nouvelle voie de recours permettant de remédier au contrôle juridictionnel des mesures de révocation des magistrats : *irrecevable*
Çatal c. Turquie (déc.), 2873/17, 7 mars 2017.....n° 205

Obligation de faire usage d'un recours instauré par les « lois d'application Ališić » en Serbie et en Slovénie : <i>irrecevable</i> <i>Muratović c. Serbie (déc.)</i> , 41698/06, 21 mars 2017 <i>Hodžić c. Slovénie (déc.)</i> , 3461/08, 4 avril 2017	n° 206
Défaut de saisine des juridictions du travail : <i>irrecevable</i> <i>Bilewicz c. Pologne (déc.)</i> , 53626/16, 30 mai 2017	n° 208
Nouveau recours à épuiser pour contester les mesures prises en application des décrets-lois adoptés dans le cadre de l'état d'urgence : <i>irrecevable</i> <i>Köksal c. Turquie (déc.)</i> , 70478/16, 6 juin 2017	n° 208
Griefs relatifs aux conditions de détention à la suite de l'introduction d'un recours interne en réponse à l'arrêt pilote <i>Neshkov et autres</i> : <i>irrecevable</i> <i>Atanasov et Apostolov c. Bulgarie (déc.)</i> , 65540/16 et 22368/17, 27 juin 2017	n° 209
Action civile en dommages et intérêts à épuiser pour les atteintes portées au droit à la réputation : <i>irrecevable</i> <i>Saygılı c. Turquie (déc.)</i> , 42914/16, 11 juillet 2017	n° 210
Requête introduite alors que la procédure interne était en cours sous l'empire d'une nouvelle législation visant à régler le problème de la surpopulation carcérale à la suite de l'arrêt pilote <i>Varga et autres</i> : <i>irrecevable</i> <i>Domján c. Hongrie (déc.)</i> , 5433/17, 14 novembre 2017	n° 212
Non-exercice d'un recours individuel après le rejet d'une action collective basée sur une situation factuelle différente : <i>irrecevable</i> <i>Kósa c. Hongrie (déc.)</i> , 53461/15, 21 novembre 2017	n° 213

Recours interne effectif – Bulgarie

Capacité du recours interne fondé sur la loi de 1988 sur la responsabilité de l'État et des communes pour dommage, telle que modifiée et en vigueur depuis le 15 décembre 2012, à apporter un redressement : <i>irrecevable</i> <i>Tsonev c. Bulgarie (déc.)</i> , 9662/13, 30 mai 2017	n° 208
Griefs relatifs aux conditions de détention à la suite de l'introduction d'un recours interne en réponse à l'arrêt pilote <i>Neshkov et autres</i> : <i>irrecevable</i> <i>Atanasov et Apostolov c. Bulgarie (déc.)</i> , 65540/16 et 22368/17, 27 juin 2017	n° 209

Recours interne effectif – Hongrie

Requête introduite alors que la procédure interne était en cours sous l'empire d'une nouvelle législation visant à régler le problème de la surpopulation carcérale à la suite de l'arrêt pilote <i>Varga et autres</i> : <i>irrecevable</i> <i>Domján c. Hongrie (déc.)</i> , 5433/17, 14 novembre 2017	n° 212
---	--------

Recours interne effectif – Pologne

Défaut de saisine des juridictions du travail : <i>irrecevable</i> <i>Bilewicz c. Pologne (déc.)</i> , 53626/16, 30 mai 2017	n° 208
---	--------

Recours interne effectif – Russie

Défaut d'utilisation du nouveau pourvoi en cassation instauré par le code de procédure administrative : <i>irrecevable</i> <i>Chigirina c. Russie (déc.)</i> , 28448/16, 13 décembre 2016	n° 203
--	--------

Recours interne effectif – Turquie

Nouveau recours à épuiser pour contester les mesures prises en application des décrets-lois adoptés dans le cadre de l'état d'urgence : *irrecevable*

Köksal c. Turquie (déc.), 70478/16, 6 juin 2017n° 208

Action civile en dommages et intérêts à épuiser pour les atteintes portées au droit à la réputation : *irrecevable*

Saygılı c. Turquie (déc.), 42914/16, 11 juillet 2017n° 210

Délai de six mois

Procédure de supervision et recours effectif : *recevable*

Orlovskaya Iskra c. Russie, 42911/08, 21 février 2017n° 204

Usage par les requérants de voies de recours n'étant pas manifestement ineffectives : *recevable*

Zubkov et autres c. Russie, 29431/05 et al., 7 novembre 2017

Akhlyustin c. Russie, 21200/05, 7 novembre 2017

Moskalev c. Russie, 44045/05, 7 novembre 2017

Konstantin Moskalev c. Russie, 59589/10, 7 novembre 2017n° 212

ARTICLE 35 § 2 b)

Requête déjà examinée par la Cour

Un développement dans la jurisprudence de la Cour ne constitue pas un « fait nouveau » pour les besoins de l'article 35 § 2 b) : *irrecevable*

Harkins c. Royaume-Uni (déc.) [GC], 71537/14, 15 juin 2017n° 209

ARTICLE 35 § 3 a)

Compétence *ratione materiae*

Le référendum sur l'indépendance de l'Écosse ne relevait pas de l'article 3 du Protocole n° 1 : *irrecevable*

Moohan et Gillon c. Royaume-Uni (déc.), 22962/15 et 23345/15, 13 juin 2017n° 209

Référendum constitutionnel ne relevant pas du champ d'application de l'article 3 du Protocole n° 1 : *irrecevable*

Cumhuriyet Halk Partisi c. Turquie (déc.), 48818/17, 21 novembre 2017n° 213

Manifestement mal fondé

Défaut de sécurité juridique allégué concernant l'importation à titre privé de médicaments à base de cannabis : *irrecevable*

A.M. et A.K. c. Hongrie (déc.), 21320/15 et 35837/15, 4 avril 2017n° 206

Requête abusive

Révélation par les avocats du requérant de la déclaration unilatérale et de la transaction amiable : *recevable ; irrecevable*

Eskerkhanov et autres c. Russie, 18496/16 et al., 25 juillet 2017n° 209

-000-

Grief tiré de la Convention, fondé sur des éléments obtenus illégalement par recours à la force : *irrecevable*

Koch c. Pologne (déc.), 15005/11, 7 mars 2017n° 205

ARTICLE 37

Radiation du rôle

Poursuite de l'examen d'affaires qui tirent leur origine d'un problème systémique identifié dans
Yuriy Nikolayevich Ivanov c. Ukraine : radiation du rôle
Burmych et autres c. Ukraine (radiation) [GC], 46852/13 et al., 12 octobre 2017.....n° 211

-000-

Un plan de règlement des indemnités pour dommages de guerre a permis l'exécution des
mesures générales indiquées : *radiation du rôle*
Knežević et autres c. Bosnie-Herzégovine (déc.), 15663/12, 14 mars 2017.....n° 206

Mesures d'ordre individuel et mesures d'ordre général adoptées à la suite de l'arrêt pilote
Rutkowski et autres dans les affaires de durée de procédure : radiation du rôle
Załoska, Rogalska et autres c. Pologne (déc.), 53491/10 et al., 20 juin 2017.....n° 209

Respect des droits de l'homme

Mesures d'ordre individuel et mesures d'ordre général adoptées à la suite de l'arrêt pilote
Rutkowski et autres dans les affaires de durée de procédure : radiation du rôle
Załoska, Rogalska et autres c. Pologne (déc.), 53491/10 et al., 20 juin 2017.....n° 209

ARTICLE 41

Satisfaction équitable

Octroi d'une somme pour préjudice moral en l'absence d'une demande formée de manière
appropriée
Nagmetov c. Russie [GC], 35589/08, 30 mars 2017.....n° 205

Octroi d'une somme globale au titre du dommage matériel et moral à des individus déplacés
dans le cadre du conflit dans le Haut-Karabagh
Sargsyan c. Azerbaïdjan (satisfaction équitable) [GC], 40167/06, 12 décembre 2017
Chiragov et autres c. Arménie (satisfaction équitable) [GC], 13216/05, 12 décembre 2017.....n° 213

-000-

Perte des deux tiers d'une pension de retraite à la suite d'une intervention législative ayant
déterminé l'issue d'une procédure pendante contre l'État : *calcul du dommage matériel*
Stefanetti et autres c. Italie (satisfaction équitable), 21838/10 et al., 1^{er} juin 2017.....n° 208

ARTICLE 46

Arrêt pilote

Répartition des responsabilités entre la Cour et le Comité des Ministres face à la non-exécution
d'un pilote
Burmych et autres c. Ukraine (radiation) [GC], 46852/13 et al., 12 octobre 2017.....n° 211

Arrêt pilote – Mesures générales

État défendeur tenu de prendre des mesures générales afin de résoudre des problèmes liés aux
conditions de détention dans les prisons et les locaux de la police
Rezmiveş et autres c. Roumanie, 61467/12 et al., 25 avril 2017.....n° 206

ARTICLE 46 § 2

Exécution de l'arrêt – Mesures générales et individuelles

- État défendeur tenu de prendre des mesures en vue de mettre en place un cadre juridique adéquat régissant le recours à la force létale pendant les opérations de sécurité
Tagayeva et autres c. Russie, 26562/07 et al., 13 avril 2017.....n° 206
- État défendeur invité à fournir des garanties procédurales contre l'arbitraire en matière d'internement psychiatrique
N. c. Roumanie, 59152/08, 28 novembre 2017n° 212
- État défendeur tenu de prendre des mesures afin de régler les problèmes d'inexécution prolongée de jugements définitifs
Kunić et autres c. Bosnie-Herzégovine, 68955/12 et al., 14 novembre 2017
Spahić et autres c. Bosnie-Herzégovine, 20514/15 et al., 14 novembre 2017n° 212

Exécution de l'arrêt – Mesures générales

- Ni raisonnable ni opportun pour la Cour de se prononcer sur la nécessité de mesures générales
Zadumov c. Russie, 2257/12, 12 décembre 2017n° 213

ARTICLE 46 § 4

Procédure en manquement

- Procédure en manquement par l'Azerbaïdjan à son obligation de se conformer à un arrêt définitif de la Cour européenne
Ilgar Mammadov c. Azerbaïdjan, 15172/13.....n° 213

ARTICLE 57

Réserves – Loi alors en vigueur

- Omission de mettre à jour une réserve après l'adoption d'une loi nouvelle laissant en substance inchangé l'état antérieur du droit pertinent : *réserve applicable*
Benavent Díaz c. Espagne (déc.), 46479/10, 31 janvier 2017.....n° 204

ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 1

Biens

- Licenciement sans indemnisation d'un directeur d'une entreprise d'État en application d'une loi jugée constitutionnelle par la haute juridiction : *irrecevable*
Karachalios c. Grèce (déc.), 67810/14, 24 janvier 2017n° 204
- Rejet d'une demande d'indemnisation après la réouverture d'une procédure interne faisant suite à l'introduction d'une procédure fondée sur la Convention : *irrecevable*
Haupt c. Autriche (déc.), 55537/10, 2 mai 2017.....n° 207

Respect des biens

- Versement de la pension de retraite publique suspendu dans le cas de retraités travaillant dans le secteur public : *non-violation*
Fábián c. Hongrie [GC], 78117/13, 5 septembre 2017.....n° 210

-000-

Annulation de la participation et responsabilité personnelle du requérant pour les dettes d'une entreprise après radiation de celle-ci du registre des sociétés pour non-respect des obligations légales : *affaire renvoyée devant la Grande Chambre*
Lekić c. Slovénie, 36480/07 (arrêt de chambre du 14 février 2017).....n° 210

-ooo-

Annulation de la participation et responsabilité personnelle du requérant pour les dettes d'une entreprise après radiation de celle-ci du registre des sociétés pour non-respect des obligations légales : *non-violation*
Lekić c. Slovénie, 36480/07, 14 février 2017.....n° 204

Égard insuffisant à la situation du requérant dans le règlement d'un litige de propriété immobilière selon les règles de la prescription acquisitive en faveur d'un monastère : *violation*
Kosmas et autres c. Grèce, 20086/13, 29 juin 2017n° 208

Impossibilité d'obtenir la restitution de biens nationalisés ou une indemnité à ce titre : *violation*
Dickmann et Gion c. Roumanie, 10346/03 et 10893/04, 24 octobre 2017.....n° 211

Réduction de l'allocation d'invalidité du requérant après une réévaluation ayant conclu à une nouvelle diminution de sa capacité de travail : *violation*
Krajnc c. Slovénie, 38775/14, 31 octobre 2017n° 211

-ooo-

Suspension d'une pension en raison de l'octroi d'une autre pension : *affaires communiquées*
Persjanow c. Pologne, 39247/12
Rač c. Pologne, 41178/12.....n° 208

Privation de propriété

Régime objectif de confiscation, moyennant la possibilité pour le propriétaire de bonne foi d'obtenir réparation auprès du contrevenant pour faute contractuelle : *non-violation*
S.C. Service Benz Com S.R.L. c. Roumanie, 58045/11, 4 juillet 2017.....n° 209

Impossibilité d'obtenir la restitution de biens nationalisés ou une indemnité à ce titre : *violation*
Dickmann et Gion c. Roumanie, 10346/03 et 10893/04, 24 octobre 2017.....n° 211

Réglementer l'usage des biens

Vente aux enchères de la maison du requérant en vue de régler une créance de 124 EUR reconnue par une décision de justice : *violation*
Vaskrsić c. Slovénie, 31371/12, 25 avril 2017n° 206

Assurer le paiement des impôts

Employeurs soumis à une surtaxe sur les hauts salaires en raison d'une crise de la dette souveraine : *irrecevable*
P. Plaisier B.V. et autres c. Pays-Bas (déc.), 46184/16 et al., 14 novembre 2017.....n° 213

ARTICLE 3 DU PROTOCOLE N° 1

Libre expression de l'opinion du peuple

Absence d'enquête adéquate des autorités nationales sur des plaintes pour graves irrégularités électorales : *violation*
Davydov et autres c. Russie, 75947/11, 30 mai 2017.....n° 207

Se porter candidat aux élections

Déchéance d'un mandat électif en vertu d'une loi adoptée après commission de l'infraction litigieuse : *dessaisissement au profit de la Grande Chambre*

Berlusconi c. Italie, 58428/13.....n° 208

ARTICLE 2 DU PROTOCOLE N° 4

ARTICLE 2 § 1

Liberté de circulation

Manque de précision de la législation italienne sur le placement d'une personne sous régime de « surveillance spéciale » en raison de sa dangerosité sociale : *violation*

De Tommaso c. Italie [GC], 43395/09, 23 février 2017.....n° 204

Liberté de choisir sa résidence

Imposition de conditions de durée de résidence et de type de revenus aux personnes désirant s'établir dans une zone centrale de Rotterdam : *non-violation*

Garib c. Pays-Bas [GC], 43494/09, 6 novembre 2017.....n° 212

ARTICLE 4 DU PROTOCOLE N° 4

Interdiction des expulsions collectives d'étrangers

Groupe de migrants immédiatement ramené de l'autre côté de la frontière après avoir escaladé les clôtures : *violation*

N.D. et N.T. c. Espagne, 8675/15 et 8697/15, 3 octobre 2017.....n° 211

ARTICLE 2 DU PROTOCOLE N° 7

Droit à un double degré de juridiction en matière pénale

Refus, à la suite d'une application imprévisible des règles de procédure pénale, d'autoriser l'appel d'une condamnation : *violation*

Rostovtsev c. Ukraine, 2728/16, 25 juillet 2017.....n° 209

ARTICLE 4 DU PROTOCOLE N° 7

Droit à ne pas être jugé ou puni deux fois

Procédures administrative et pénale parallèles au sujet de la même conduite : *violation*

Jóhannesson et autres c. Islande, 22007/11, 18 mai 2017.....n° 207

Procédure criminelle non basée sur les mêmes faits de terrorisme que ceux de la condamnation correctionnelle : *non-violation*

Ramda c. France, 78477/11, 19 décembre 2017.....n° 213

AFFAIRES RETENUES POUR RENVOI DEVANT LA GRANDE CHAMBRE ET AFFAIRES DANS LESQUELLES UNE CHAMBRE S'EST DESSAISIE AU PROFIT DE LA GRANDE CHAMBRE

RENOIS

- Fernandes de Oliveira c. Portugal*, 78103/14 (arrêt de chambre du 28 mars 2017)n° 210
ARTICLE 2 : OBLIGATIONS POSITIVES (VOLET MATÉRIEL)
Suicide d'un homme malade mental placé volontairement dans un hôpital psychiatrique public pour traitement après une tentative de suicide : *affaire renvoyée devant la Grande Chambre*
- Güzelyurtlu et autres c. Chypre et Turquie*, 36925/07 (arrêt de chambre du 4 avril 2017)
ARTICLE 2 : ENQUÊTE EFFECTIVE
Défaut de coopération entre les autorités turques et les autorités chypriotes dans le cadre d'une enquête pour homicide : *affaire renvoyée devant la Grande Chambre*
- Ilias et Ahmed c. Hongrie*, 47287/15 (arrêt de chambre du 14 mars 2017).....n° 210
ARTICLE 3 : TRAITEMENT INHUMAIN – EXPULSION
Conditions de rétention dans une zone de transit et expulsion vers la Serbie : *affaire renvoyée devant la Grande Chambre*
ARTICLE 5 § 1 : PRIVATION DE LIBERTÉ
Rétention *de facto*, pendant vingt-trois jours, dans une zone de transit : *affaire renvoyée devant la Grande Chambre*
- Ilmseher c. Allemagne*, 10211/12 et 27505/14 (arrêt de chambre du 2 février 2017)n° 207
ARTICLE 7 : PEINE PLUS FORTE – RÉTROACTIVITÉ
Détenue de sûreté rétroactive d'un meurtrier condamné, sur la base d'évaluations psychiatriques indiquant qu'il restait dangereux : *affaire renvoyée devant la Grande Chambre*
- Lekić c. Slovaquie*, 36480/07 (arrêt de chambre du 14 février 2017).....n° 210
ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 1 : RESPECT DES BIENS
Annulation de la participation et responsabilité personnelle du requérant pour les dettes d'une entreprise après radiation de celle-ci du registre des sociétés pour non-respect des obligations légales : *affaire renvoyée devant la Grande Chambre*
- Murtazaliyeva c. Russie*, 36658/05 (arrêt de chambre du 9 mai 2017).....n° 210
ARTICLE 6 § 3 B) : FACILITÉS NÉCESSAIRES
Impossibilité alléguée pour une accusée d'examiner des bandes de vidéosurveillance retenues comme éléments à charge : *affaire renvoyée devant la Grande Chambre*
ARTICLE 6 § 3 D) : INTERROGATION DES TÉMOINS
Impossibilité pour la défense d'interroger des témoins lors du procès pénal : *affaire renvoyée devant la Grande Chambre*
- Navalnyy c. Russie*, 29580/12 et al. (arrêt de chambre du 2 février 2017).....n° 207
ARTICLE 11 : LIBERTÉ DE RÉUNION PACIFIQUE
ARTICLE 18 : RESTRICTIONS DANS UN BUT NON PRÉVU
Militant politique arrêté et poursuivi à maintes reprises pour infraction administrative : *affaire renvoyée devant la Grande Chambre*

<i>Rooman c. Belgique, 18052/11 (arrêt de chambre du 18 juillet 2017)</i>	n° 213
ARTICLE 3 : TRAITEMENT DÉGRADANT	
Non-fourniture de soins psychiatriques dans l'une des langues officielles de l'État défendeur, à une personne internée : <i>affaire renvoyée devant la Grande Chambre</i>	
ARTICLE 5 § 1 E) : ALIÉNÉ	
Traitement de troubles mentaux compromis par des barrières linguistiques, sans inadéquation de l'établissement d'internement en lui-même : <i>affaire renvoyée devant la Grande Chambre</i>	
<i>Z.A. et autres c. Russie, 61411/15 et al. (arrêt de chambre du 28 mars 2017)</i>	n° 210
ARTICLE 3 : TRAITEMENT INHUMAIN ET DÉGRADANT	
Conditions dans lesquelles des demandeurs d'asile ont été retenus dans une zone de transit aéroportuaire : <i>affaire renvoyée devant la Grande Chambre</i>	
ARTICLE 5 § 1 : PRIVATION DE LIBERTÉ	
Demandeurs d'asile retenus pendant de longues périodes dans une zone de transit aéroportuaire : <i>affaire renvoyée devant la Grande Chambre</i>	
<i>Zubac c. Croatie, 40160/12 (arrêt de chambre du 11 octobre 2016)</i>	n° 205
ARTICLE 6 § 1 (CIVIL) : ACCÈS À UN TRIBUNAL	
Interprétation excessivement formaliste des règles procédurales : <i>affaire renvoyée devant la Grande Chambre</i>	

DESSAISISSEMENTS

<i>Berlusconi c. Italie, 58428/13</i>	n° 208
ARTICLE 7 : NULLA POENA SINE LEGE	
ARTICLE 3 DU PROTOCOLE N° 1 : SE PORTER CANDIDAT AUX ÉLECTIONS	
Manquement allégué à enquêter au pénal de manière effective et en temps voulu sur les responsabilités liées à un accident de la route : <i>dessaisissement au profit de la Grande Chambre</i>	
<i>Beuze c. Belgique, 71409/10</i>	n° 208
ARTICLE 6 § 3 C) : SE DÉFENDRE AVEC L'ASSISTANCE D'UN DÉFENSEUR	
Loi ne prévoyant pas l'assistance d'un avocat lors des interrogatoires par la police et par le juge d'instruction dans la phase initiale de la procédure pénale : <i>dessaisissement en faveur de la Grande Chambre</i>	
<i>Denisov c. Ukraine, 76639/11</i>	n° 206
ARTICLE 6 § 1 (DISCIPLINAIRE) : TRIBUNAL INDÉPENDANT ET IMPARTIAL	
Vices de procédure allégués dans des procédures de révocation de juges : <i>dessaisissement au profit de la Grande Chambre</i>	
<i>Molla Sali c. Grèce, 20452/14</i>	n° 208
ARTICLE 6 § 1 (CIVIL) : ACCÈS À UN TRIBUNAL – PROCÈS ÉQUITABLE	
Application de la loi sacrée de l'Islam (charia) à un litige successoral entre des citoyens musulmans grecs : <i>dessaisissement au profit de la Grande Chambre</i>	
<i>Nicolae Virgiliu Tănase c. Roumanie, 41720/13</i>	n° 207
ARTICLE 3 : OBLIGATIONS POSITIVES (VOLET PROCÉDURAL)	
Manquement allégué à enquêter au pénal de manière effective et en temps voulu sur les responsabilités liées à un accident de la route : <i>dessaisissement au profit de la Grande Chambre</i>	
<i>S., V. et A. c. Danemark, 35553/12 et al.</i>	n° 209
ARTICLE 5 § 1 : ARRESTATION OU DÉTENTION RÉGULIÈRES	
Arrestation et détention de supporters de football pendant plus de sept heures sans mise en examen : <i>dessaisissement au profit de la Grande Chambre</i>	

LISTE DES AFFAIRES DANS L'ORDRE ALPHABÉTIQUE DES ÉTATS MIS EN CAUSE

ALLEMAGNE

Grande Chambre (renvois/dessaisissements)

Ilseher c. Allemagne, 10211/12 et 27505/14 (arrêt de chambre du 2 février 2017 – renvoi).....n° 207

Arrêts

Axel Springer SE et RTL Television GmbH c. Allemagne, 51405/12, 21 septembre 2017n° 210

Klein et autres c. Allemagne, 10138/11 et al., 6 avril 2017.....n° 206

Stollenwerk c. Allemagne, 8844/12, 7 septembre 2017n° 210

Verlagsgruppe Droemer Knaur GMBH & Co. KG c. Allemagne, 35030/13, 19 octobre 2017.....n° 211

ARMÉNIE

Grande Chambre (arrêts/décisions)

Chiragov et autres c. Arménie (satisfaction équitable) [GC], 13216/05, 12 décembre 2017n° 213

Arrêts

Adyan et autres c. Arménie, 75604/11, 12 octobre 2017n° 211

Chap Ltd c. Arménie, 15485/09, 4 mai 2017.....n° 207

AUTRICHE

Arrêts

Ceesay c. Autriche, 72126/14, 16 novembre 2017.....n° 212

J. et autres c. Autriche, 58216/12, 17 janvier 2017n° 203

J.M. et autres c. Autriche, 61503/14 et al., 1^{er} juin 2017.....n° 208

Ratzenböck et Seydl c. Autriche, 28475/12, 26 octobre 2017.....n° 211

Sévère c. Autriche, 53661/15, 21 septembre 2017n° 210

Décisions

Haupt c. Autriche (déc.), 55537/10, 2 mai 2017n° 207

AZERBAÏDJAN

Grande Chambre (arrêts/décisions)

Sargsyan c. Azerbaïdjan (satisfaction équitable) [GC], 40167/06, 12 décembre 2017n° 213

Arrêts

Huseynova c. Azerbaïdjan, 10653/10, 13 avril 2017.....n° 206

Procédure en manquement

Ilgar Mammadov c. Azerbaïdjan, 15172/13.....n° 213

BELGIQUE

Grande Chambre (renvois/dessaisissements)

Beuze c. Belgique, 71409/10 (dessaisissement)n° 208
Rooman c. Belgique, 18052/11 (arrêt de chambre du 18 juillet 2017 – renvoi)n° 213

Arrêts

Belcacemi et Oussar c. Belgique, 37798/13, 11 juillet 2017n° 209
Dakir c. Belgique, 4619/12, 11 juillet 2017n° 209
Habran et Dalem c. Belgique, 43000/11 et 49380/11, 17 janvier 2017n° 203
Hiernaux c. Belgique, 28022/15, 24 janvier 2017.....n° 203
Rooman c. Belgique, 18052/11, 18 juillet 2017.....n° 209
Tekin et Arslan c. Belgique, 37795/13, 5 septembre 2017n° 210
Thimothawes c. Belgique, 39061/11, 4 avril 2017n° 206
Van Wesenbeeck c. Belgique, 67496/10 et 52936/12, 23 mai 2017n° 207

Décisions

Bodet c. Belgique (déc.), 78480/13, 5 janvier 2017n° 203
Muzamba Oyaw c. Belgique (déc.), 23707/15, 28 février 2017n° 206
Zschüschen c. Belgique (déc.), 23572/07, 2 mai 2017n° 207

BOSNIE-HERZÉGOVINE

Grande Chambre (arrêts/décisions)

Medžlis Islamske Zajednice Brčko et autres c. Bosnie-Herzégovine [GC], 17224/11, 27 juin 2017n° 208

Arrêts

Hamidović c. Bosnie-Herzégovine, 57792/15, 5 décembre 2017n° 213
Kunić et autres c. Bosnie-Herzégovine, 68955/12 et al., 14 novembre 2017.....n° 212
Spahić et autres c. Bosnie-Herzégovine, 20514/15 et al., 14 novembre 2017.....n° 212

Décisions

Knežević et autres c. Bosnie-Herzégovine (déc.), 15663/12, 14 mars 2017n° 206

BULGARIE

Grande Chambre (arrêts/décisions)

Simeonovi c. Bulgarie [GC], 21980/04, 12 mai 2017n° 207

Arrêts

Ivan Todorov c. Bulgarie, 71545/11, 19 janvier 2017.....n° 203
Lebois c. Bulgarie, 67482/14, 19 octobre 2017.....n° 211

<i>Metodiev et autres c. Bulgarie</i> , 58088/08, 15 juin 2017.....	n° 208
<i>S.F. et autres c. Bulgarie</i> , 8138/16, 7 décembre 2017.....	n° 213

Décisions

<i>Anchev c. Bulgarie (déc.)</i> , 38334/08 et 68242/16, 5 décembre 2017.....	n° 213
<i>Atanasov et Apostolov c. Bulgarie (déc.)</i> , 65540/16 et 22368/17, 27 juin 2017.....	n° 209
<i>Tsonev c. Bulgarie (déc.)</i> , 9662/13, 30 mai 2017.....	n° 208

CHYPRE

Grande Chambre (renvois/dessaisissements)

<i>Güzelyurtlu et autres c. Chypre et Turquie</i> , 36925/07 (arrêt de chambre du 4 avril 2017 – renvoi).....	n° 210
---	--------

Arrêts

<i>Güzelyurtlu et autres c. Cyprus and Chypre et Turquie</i> , 36925/07, 4 avril 2017.....	n° 206
<i>Kamenos c. Chypre</i> , 147/07, 31 octobre 2017.....	n° 211

CROATIE

Grande Chambre (renvois/dessaisissements)

<i>Zubac c. Croatie</i> , 40160/12 (arrêt de chambre du 11 octobre 2016 – renvoi).....	n° 205
--	--------

Arrêts

<i>Grba c. Croatie</i> , 47074/12, 23 novembre 2017.....	n° 212
<i>Jurica c. Croatie</i> , 30376/13, 2 mai 2017.....	n° 207
<i>Lovrić c. Croatie</i> , 38458/15, 4 avril 2017.....	n° 206
<i>Marunić c. Croatie</i> , 51706/11, 28 mars 2017.....	n° 205
<i>Matanović c. Croatie</i> , 2742/12, 4 avril 2017.....	n° 206
<i>Oravec c. Croatie</i> , 51249/11, 11 juillet 2017.....	n° 209
<i>Ramljak c. Croatie</i> , 5856/13, 27 juin 2017.....	n° 208
<i>Škorjanec c. Croatie</i> , 25536/14, 28 mars 2017.....	n° 205

DANEMARK

Grande Chambre (renvois/dessaisissements)

<i>S., V. et A. c. Danemark</i> , 35553/12 et al. (dessaisissement).....	n° 209
--	--------

Arrêts

<i>R.L. et autres c. Danemark</i> , 52629/11, 7 mars 2017.....	n° 205
--	--------

ESPAGNE

Arrêts

<i>N.D. et N.T. c. Espagne</i> , 8675/15 et 8697/15, 3 octobre 2017.....	n° 211
<i>Rubio Dosamantes c. Espagne</i> , 20996/10, 21 février 2017.....	n° 204

Décisions

Benavent Díaz c. Espagne (déc.), 46479/10, 31 janvier 2017n° 204

FINLANDE

Grande Chambre (arrêts/décisions)

Satakunnan Markkinapörssi Oy et Satamedia Oy c. Finlande [GC], 931/13, 27 juin 2017n° 208

Arrêts

A.-M.V. c. Finlande, 53251/13, 23 mars 2017n° 205

FRANCE

Arrêts

A.P., Garçon et Nicot c. France, 79885/12 et al., 6 avril 2017n° 206

Aycaguer c. France, 8806/12, 22 juin 2017n° 208

Boukrourou et autres c. France, 30059/15, 16 novembre 2017n° 212

Giesbert et autres c. France, 68974/11 et al., 1^{er} juin 2017n° 208

Ramda c. France, 78477/11, 19 décembre 2017n° 213

Saumier c. France, 74734/14, 12 janvier 2017n° 203

Décisions

Boudelal c. France (déc.), 14894/14, 13 juin 2017n° 209

GÉORGIE

Grande Chambre (arrêts/décisions)

Merabishvili c. Géorgie [GC], 72508/13, 28 novembre 2017n° 212

Arrêts

Jugheli et autres c. Géorgie, 38342/05, 13 juillet 2017n° 209

GRÈCE

Grande Chambre (renvois/dessaisissements)

Molla Sali c. Grèce, 20452/14 (dessaisissement)n° 208

Arrêts

Chowdury et autres c. Grèce, 21884/15, 30 mars 2017n° 205

Kapsis et Danikas c. Grèce, 52137/12, 19 janvier 2017n° 203

Kosmas et autres c. Grèce, 20086/13, 29 juin 2017n° 208

Modestou c. Grèce, 51693/13, 16 mars 2017n° 205

Tsalkitzis c. Grèce (n° 2), 72624/10, 19 octobre 2017n° 211

Décisions

<i>Karachalios c. Grèce (déc.)</i> , 67810/14, 24 janvier 2017	n° 204
<i>Sioutis c. Grèce (déc.)</i> , 16393/14, 29 août 2017.....	n° 210

HONGRIE

Grande Chambre (arrêts/décisions)

<i>Fábián c. Hongrie [GC]</i> , 78117/13, 5 septembre 2017	n° 210
<i>Károly Nagy c. Hongrie [GC]</i> , 56665/09, 14 septembre 2017	n° 210

Grande Chambre (renvois/dessaisissements)

<i>Ilias et Ahmed c. Hongrie</i> , 47287/15 (arrêt de chambre du 14 mars 2017 – renvoi)	n° 210
---	--------

Arrêts

<i>Ilias et Ahmed c. Hongrie</i> , 47287/15, 14 mars 2017	n° 205
<i>Király et Dömötör c. Hongrie</i> , 10851/13, 17 janvier 2017.....	n° 203

Décisions

<i>A.M. et A.K. c. Hongrie (déc.)</i> , 21320/15 et 35837/15, 4 avril 2017	n° 206
<i>Domján c. Hongrie (déc.)</i> , 5433/17, 14 novembre 2017.....	n° 212
<i>Kósa c. Hongrie (déc.)</i> , 53461/15, 21 novembre 2017.....	n° 213

IRLANDE

Arrêts

<i>Independent Newspapers (Ireland) Limited c. Irlande</i> , 28199/15, 15 juin 2017.....	n° 208
--	--------

ISLANDE

Arrêts

<i>Egill Einarsson c. Islande</i> , 24703/15, 7 novembre 2017.....	n° 212
<i>Haarde c. Islande</i> , 66847/12, 23 novembre 2017	n° 212
<i>Jóhannesson et autres c. Islande</i> , 22007/11, 18 mai 2017	n° 207
<i>Ólafsson c. Islande</i> , 58493/13, 16 mars 2017	n° 205

ITALIE

Grande Chambre (arrêts/décisions)

<i>De Tommaso c. Italie [GC]</i> , 43395/09, 23 février 2017.....	n° 204
<i>Paradiso et Campanelli c. Italie [GC]</i> , 25358/12, 24 janvier 2017	n° 203

Grande Chambre (renvois/dessaisissements)

<i>Berlusconi c. Italie</i> , 58428/13 (dessaisissement).....	n° 208
---	--------

Arrêts

<i>Arnoldi c. Italie, 35637/04, 7 décembre 2017</i>	n° 213
<i>Azzolina et autres c. Italie, 28923/09 et 67599/10, 26 octobre 2017</i>	n° 211
<i>Barnea et Caldararu c. Italie, 37931/15, 22 juin 2017</i>	n° 208
<i>Bozza c. Italie, 17739/09, 14 septembre 2017</i>	n° 210
<i>Orlandi et autres c. Italie, 26431/12 et al., 14 décembre 2017</i>	n° 213
<i>Stefanetti et autres c. Italie (satisfaction équitable), 21838/10 et al., 1^{er} juin 2017</i>	n° 208
<i>Talpis c. Italie, 41237/14, 2 mars 2017</i>	n° 205

Décisions

<i>Izzo et autres c. Italie (déc.), 46141/12, 30 mai 2017</i>	n° 208
---	--------

L'EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE

Arrêts

« <i>Archidiocèse orthodoxe d'Ohrid (Archidiocèse orthodoxe grec d'Ohrid du patriarcat de Peć)</i> » c. l'ex- <i>République yougoslave de Macédoine, 3532/07, 16 novembre 2017</i>	n° 212
<i>Selmani et autres c. l'ex-République yougoslave de Macédoine, 67259/14, 9 février 2017</i>	n° 204

LETTONIE

Arrêts

<i>Ābele c. Lettonie, 60429/12 et 72760/12, 5 octobre 2017</i>	n° 211
<i>Kalēja c. Lettonie, 22059/08, 5 octobre 2017</i>	n° 211
<i>Schmidt c. Lettonie, 22493/05, 27 avril 2017</i>	n° 206

LITUANIE

Arrêts

<i>Jankauskas c. Lituanie (n° 2), 50446/09, 27 juin 2017</i>	n° 208
<i>Jankovskis c. Lituanie, 21575/08, 17 janvier 2017</i>	n° 203
<i>Matiošaitis et autres c. Lituanie, 22662/13 et al., 23 mai 2017</i>	n° 207

RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

Arrêts

<i>Vasiliciuc c. République de Moldova, 15944/11, 2 mai 2017</i>	n° 207
--	--------

MONTÉNÉGRO

Arrêts

<i>Antović et Mirković c. Monténégro, 70838/13, 28 novembre 2017</i>	n° 212
--	--------

NORVÈGE

Arrêts

<i>Becker c. Norvège</i> , 21272/12, 5 octobre 2017	n° 211
<i>Strand Lobben et autres c. Norvège</i> , 37283/13, 30 novembre 2017	n° 212

PAYS-BAS

Grande Chambre (arrêts/décisions)

<i>Garib c. Pays-Bas [GC]</i> , 43494/09, 6 novembre 2017	n° 212
---	--------

Arrêts

<i>Hokkeling c. Pays-Bas</i> , 30749/12, 14 février 2017	n° 204
<i>M c. Pays-Bas</i> , 2156/10, 25 juillet 2017	n° 209

Décisions

<i>P. Plaisier B.V. et autres c. Pays-Bas (déc.)</i> , 46184/16 et al., 14 novembre 2017	n° 213
--	--------

POLOGNE

Arrêts

<i>Babiarz c. Pologne</i> , 1955/10, 10 janvier 2017	n° 203
<i>Kacper Nowakowski c. Pologne</i> , 32407/13, 10 janvier 2017	n° 203

Décisions

<i>Bilewicz c. Pologne (déc.)</i> , 53626/16, 30 mai 2017	n° 208
<i>Koch c. Pologne (déc.)</i> , 15005/11, 7 mars 2017	n° 205
<i>Załużska, Rogalska et autres c. Pologne (déc.)</i> , 53491/10 et al., 20 juin 2017	n° 209

Affaires communiquées

<i>Persjanow c. Pologne</i> , 39247/12	n° 208
<i>Rał c. Pologne</i> , 41178/12	n° 208

PORTUGAL

Grande Chambre (arrêts/décisions)

<i>Lopes de Sousa Fernandes c. Portugal [GC]</i> , 56080/13, 19 décembre 2017	n° 213
<i>Moreira Ferreira c. Portugal (n° 2) [GC]</i> , 19867/12, 11 juillet 2017	n° 209

Grande Chambre (renvois/dessaisissements)

<i>Fernandes de Oliveira c. Portugal</i> , 78103/14 (arrêt de chambre du 28 mars 2017 – renvoi)	n° 210
---	--------

Arrêts

<i>Carvalho Pinto de Sousa Morais c. Portugal</i> , 17484/15, 25 juillet 2017	n° 209
<i>Fernandes de Oliveira c. Portugal</i> , 78103/14, 28 mars 2017	n° 205

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Grande Chambre (arrêts/décisions)

Regner c. République tchèque [GC], 35289/11, 19 septembre 2017n° 210

ROUMANIE

Grande Chambre (arrêts/décisions)

Bărbulescu c. Roumanie [GC], 61496/08, 5 septembre 2017n° 210

Grande Chambre (renvois/dessaisissements)

Nicolae Virgiliu Tănase c. Roumanie, 41720/13 (dessaisissement)n° 207

Arrêts

Achim c. Roumanie, 45959/11, 24 octobre 2017n° 211

Alexandru Enache c. Roumanie, 16986/12, 3 octobre 2017n° 211

Bălșan c. Roumanie, 49645/09, 23 mai 2017n° 207

D.M.D. c. Roumanie, 23022/13, 3 octobre 2017n° 211

Dickmann et Gion c. Roumanie, 10346/03 et 10893/04, 24 octobre 2017n° 211

Dorneanu c. Roumanie, 55089/13, 28 novembre 2017n° 212

N. c. Roumanie, 59152/08, 28 novembre 2017n° 212

Rezmiveș et autres c. Roumanie, 61467/12 et al., 25 avril 2017n° 206

S.C. Service Benz Com S.R.L. c. Roumanie, 58045/11, 4 juillet 2017n° 209

ROYAUME-UNI

Grande Chambre (arrêts/décisions)

Harkins c. Royaume-Uni (déc.) [GC], 71537/14, 15 juin 2017n° 209

Hutchinson c. Royaume-Uni [GC], 57592/08, 17 janvier 2017n° 203

Décisions

Gard et autres c. Royaume-Uni (déc.), 39793/17, 27 juin 2017n° 208

K2 c. Royaume-Uni (déc.), 42387/13, 7 février 2017n° 205

Moochan et Gillon c. Royaume-Uni (déc.), 22962/15 et 23345/15, 13 juin 2017n° 209

Tamiz c. Royaume-Uni (déc.), 3877/14, 19 septembre 2017n° 211

RUSSIE

Grande Chambre (arrêts/décisions)

Khamtokhu et Aksenchik c. Russie [GC], 60367/08 et 961/11, 27 janvier 2017n° 203

Nagmetov c. Russie [GC], 35589/08, 30 mars 2017n° 205

Grande Chambre (renvois/dessaisissements)

Murtazaliyeva c. Russie, 36658/05 (arrêt de chambre du 9 mai 2017 – renvoi)n° 210

Navalnyy c. Russie, 29580/12 et al. (arrêt de chambre du 2 février 2017 – renvoi)n° 207

Z.A. et autres c. Russie, 61411/15 et al. (arrêt de chambre du 28 mars 2017 – renvoi)n° 210

Arrêts

<i>A.H. et autres c. Russie, 6033/13 et al., 17 janvier 2017</i>	n° 203
<i>Akhlyustin c. Russie, 21200/05, 7 novembre 2017</i>	n° 212
<i>Allanazarova c. Russie, 46721/15, 14 février 2017</i>	n° 204
<i>Bayev et autres c. Russie, 67667/09 et al., 20 juin 2017</i>	n° 208
<i>Bogomolova c. Russie, 13812/09, 20 juin 2017</i>	n° 208
<i>Cherednichenko et autres c. Russie, 35082/13 et al., 7 novembre 2017</i>	n° 212
<i>Davydov et autres c. Russie, 75947/11, 30 mai 2017</i>	n° 207
<i>Dmitriyevskiy c. Russie, 42168/06, 3 octobre 2017</i>	n° 211
<i>Dudchenko c. Russie, 37717/05, 7 novembre 2017</i>	n° 212
<i>Eskerhanov et autres c. Russie, 18496/16 et al., 25 juillet 2017</i>	n° 209
<i>Ivanova et Ivashova c. Russie, 797/14 et 67755/14, 26 janvier 2017</i>	n° 203
<i>Konstantin Moskalev c. Russie, 59589/10, 7 novembre 2017</i>	n° 212
<i>Lashmankin et autres c. Russie, 57818/09 et al., 7 février 2017</i>	n° 204
<i>Magomedov et autres c. Russie, 33636/09 et al., 28 mars 2017</i>	n° 205
<i>Moskalev c. Russie, 44045/05, 7 novembre 2017</i>	n° 212
<i>Orlovskaya Iskra c. Russie, 42911/08, 21 février 2017</i>	n° 204
<i>Polyakova et autres c. Russie, 35090/09 et al., 7 mars 2017</i>	n° 205
<i>S.K. c. Russie, 52722/15, 14 février 2017</i>	n° 204
<i>Sukhanov et autres c. Russie, 56251/12 et al., 7 novembre 2017</i>	n° 212
<i>Tagayeva et autres c. Russie, 26562/07 et al., 13 avril 2017</i>	n° 206
<i>V.K. c. Russie, 68059/13, 7 mars 2017</i>	n° 205
<i>V.K. c. Russie, 9139/08, 4 avril 2017</i>	n° 206
<i>Z.A. et autres c. Russie, 61411/15 et al., 28 mars 2017</i>	n° 205
<i>Zadumov c. Russie, 2257/12, 12 décembre 2017</i>	n° 213
<i>Zubkov et autres c. Russie, 29431/05 et al., 7 novembre 2017</i>	n° 212

Décisions

<i>Chigirina c. Russie (déc.), 28448/16, 13 décembre 2016</i>	n° 203
---	--------

SERBIE

Arrêts

<i>Mitrović c. Serbie, 52142/12, 21 mars 2017</i>	n° 205
---	--------

Décisions

<i>Chambre d'économie croate c. Serbie (déc.), 819/08, 25 avril 2017</i>	n° 207
<i>Muratović c. Serbie (déc.), 41698/06, 21 mars 2017</i>	n° 206

SAINT-MARIN

Arrêts

<i>Podeschi c. Saint-Marin, 66357/14, 13 avril 2017</i>	n° 206
---	--------

SLOVAQUIE

Arrêts

Paluda c. Slovaquie, 33392/12, 23 mai 2017.....n° 207

SLOVÉNIE

Grande Chambre (renvois/dessaisissements)

Lekić c. Slovénie, 36480/07 (arrêt de chambre du 14 février 2017 – renvoi).....n° 210

Arrêts

Cerovšek et Božičnik c. Slovénie, 68939/12 et 68949/12, 7 mars 2017.....n° 205

Koprivnikar c. Slovénie, 67503/13, 24 janvier 2017.....n° 203

Krajnc c. Slovénie, 38775/14, 31 octobre 2017.....n° 211

Lekić c. Slovénie, 36480/07, 14 février 2017.....n° 204

Vaskrsić c. Slovénie, 31371/12, 25 avril 2017.....n° 206

Décisions

Društvo za varstvo upnikov c. Slovénie (déc.), 66433/13, 21 novembre 2017.....n° 213

Hodžič c. Slovénie (déc.), 3461/08, 4 avril 2017.....n° 206

SUÈDE

Décisions

Pihl c. Suède (déc.), 74742/14, 7 février 2017.....n° 205

SUISSE

Arrêts

A. c. Suisse, 60342/16, 19 décembre 2017.....n° 213

A.I. c. Suisse, 23378/15, 30 mai 2017.....n° 207

N.A. c. Suisse, 50364/14, 30 mai 2017.....n° 207

Osmanoğlu et Kocabaş c. Suisse, 29086/12, 10 janvier 2017.....n° 203

TURQUIE

Grande Chambre (renvois/dessaisissements)

Güzelyurtlu et autres c. Chypre et Turquie, 36925/07 (arrêt de chambre du 4 avril 2017 – renvoi).....n° 210

Arrêts

Ali Çetin c. Turquie, 30905/09, 20 juin 2017.....n° 208

Çevikel c. Turquie, 23121/15, 23 mai 2017.....n° 207

Döner et autres c. Turquie, 29994/02, 7 mars 2017.....n° 205

Eker c. Turquie, 24016/05, 24 octobre 2017.....n° 211

<i>Erdoğan Kurt et autres c. Turquie</i> , 50772/11, 6 juin 2017	n° 208
<i>Güzelyurtlu et autres c. Cyprus and Chypre et Turquie</i> , 36925/07, 4 avril 2017	n° 206
<i>İrfan Güzel c. Turquie</i> , 35285/08, 7 février 2017	n° 204
<i>Işıkırık c. Turquie</i> , 41226/09, 14 novembre 2017	n° 212
<i>Sarıgül c. Turquie</i> , 28691/05, 23 mai 2017	n° 207
<i>Sinim c. Turquie</i> , 9441/10, 6 juin 2017	n° 208
<i>Tarman c. Turquie</i> , 63903/10, 21 novembre 2017	n° 212
<i>Tek Gıda İş Sendikası c. Turquie</i> , 35009/05, 4 avril 2017	n° 206

Décisions

<i>Çatal c. Turquie (déc.)</i> , 2873/17, 7 mars 2017	n° 205
<i>Cumhuriyet Halk Partisi c. Turquie (déc.)</i> , 48818/17, 21 novembre 2017	n° 213
<i>Köksal c. Turquie (déc.)</i> , 70478/16, 6 juin 2017	n° 208
<i>Saygılı c. Turquie (déc.)</i> , 42914/16, 11 juillet 2017	n° 210

Affaires communiquées

<i>Sabancı et autres c. Turquie</i> , 23199/17	n° 208
--	--------

UKRAINE

Grande Chambre (arrêts/décisions)

<i>Burmych et autres c. Ukraine (radiation) [GC]</i> , 46852/13 et al., 12 octobre 2017	n° 211
---	--------

Grande Chambre (renvois/dessaisissements)

<i>Denisov c. Ukraine</i> , 76639/11 (dessaisissement)	n° 206
--	--------

Arrêts

<i>Abuhmaid c. Ukraine</i> , 31183/13, 12 janvier 2017	n° 203
<i>Khlebik c. Ukraine</i> , 2945/16, 25 juillet 2017	n° 209
<i>Rostovtsev c. Ukraine</i> , 2728/16, 25 juillet 2017	n° 209
<i>Zherdev c. Ukraine</i> , 34015/07, 27 avril 2017	n° 206

LISTE DES AFFAIRES DANS L'ORDRE ALPHABÉTIQUE DES NOMS DES REQUÉRANTS

A

<i>A. c. Suisse, 60342/16, 19 décembre 2017</i>	n° 213
<i>A.-M.V. c. Finlande, 53251/13, 23 mars 2017</i>	n° 205
<i>A.H. et autres c. Russie, 6033/13 et al., 17 janvier 2017</i>	n° 203
<i>A.I. c. Suisse, 23378/15, 30 mai 2017</i>	n° 207
<i>A.M. et A.K. c. Hongrie (déc.), 21320/15 et 35837/15, 4 avril 2017</i>	n° 206
<i>A.P., Garçon et Nicot c. France, 79885/12 et al., 6 avril 2017</i>	n° 206
<i>Ābele c. Lettonie, 60429/12 et 72760/12, 5 octobre 2017</i>	n° 211
<i>Abuhmaid c. Ukraine, 31183/13, 12 janvier 2017</i>	n° 203
<i>Achim c. Roumanie, 45959/11, 24 octobre 2017</i>	n° 211
<i>Adyan et autres c. Arménie, 75604/11, 12 octobre 2017</i>	n° 211
<i>Akhlyustin c. Russie, 21200/05, 7 novembre 2017</i>	n° 212
<i>Alexandru Enache c. Roumanie, 16986/12, 3 octobre 2017</i>	n° 211
<i>Ali Çetin c. Turquie, 30905/09, 20 juin 2017</i>	n° 208
<i>Allanazarova c. Russie, 46721/15, 14 février 2017</i>	n° 204
<i>Anchev c. Bulgarie (déc.), 38334/08 et 68242/16, 5 décembre 2017</i>	n° 213
<i>Antović et Mirković c. Monténégro, 70838/13, 28 novembre 2017</i>	n° 212
« Archidiocèse orthodoxe d'Ohrid (Archidiocèse orthodoxe grec d'Ohrid du patriarcat de Peć) » c. l'ex- République yougoslave de Macédoine, 3532/07, 16 novembre 2017	n° 212
<i>Arnoldi c. Italie, 35637/04, 7 décembre 2017</i>	n° 213
<i>Atanasov et Apostolov c. Bulgarie (déc.), 65540/16 et 22368/17, 27 juin 2017</i>	n° 209
<i>Axel Springer SE et RTL Television GmbH c. Allemagne, 51405/12, 21 septembre 2017</i>	n° 210
<i>Aycaquer c. France, 8806/12, 22 juin 2017</i>	n° 208
<i>Azzolina et autres c. Italie, 28923/09 et 67599/10, 26 octobre 2017</i>	n° 211

B

<i>Babiarz c. Pologne, 1955/10, 10 janvier 2017</i>	n° 203
<i>Bălșan c. Roumanie, 49645/09, 23 mai 2017</i>	n° 207
<i>Bărbulescu c. Roumanie [GC], 61496/08, 5 septembre 2017</i>	n° 210
<i>Barnea et Caldararu c. Italie, 37931/15, 22 juin 2017</i>	n° 208
<i>Bayev et autres c. Russie, 67667/09 et al., 20 juin 2017</i>	n° 208
<i>Becker c. Norvège, 21272/12, 5 octobre 2017</i>	n° 211
<i>Belcacemi et Oussar c. Belgique, 37798/13, 11 juillet 2017</i>	n° 209
<i>Benavent Díaz c. Espagne (déc.), 46479/10, 31 janvier 2017</i>	n° 204
<i>Berlusconi c. Italie, 58428/13 (dessaisissement)</i>	n° 208
<i>Beuze c. Belgique, 71409/10 (dessaisissement)</i>	n° 208
<i>Bilewicz c. Pologne (déc.), 53626/16, 30 mai 2017</i>	n° 208
<i>Bodet c. Belgique (déc.), 78480/13, 5 janvier 2017</i>	n° 203
<i>Bogomolova c. Russie, 13812/09, 20 juin 2017</i>	n° 208
<i>Boudelal c. France (déc.), 14894/14, 13 juin 2017</i>	n° 209
<i>Boukrourou et autres c. France, 30059/15, 16 novembre 2017</i>	n° 212
<i>Bozza c. Italie, 17739/09, 14 septembre 2017</i>	n° 210
<i>Burmych et autres c. Ukraine (radiation) [GC], 46852/13 et al., 12 octobre 2017</i>	n° 211

C

<i>Carvalho Pinto de Sousa Morais c. Portugal</i> , 17484/15, 25 juillet 2017	n° 209
<i>Çatal c. Turquie (déc.)</i> , 2873/17, 7 mars 2017	n° 205
<i>Ceesay c. Autriche</i> , 72126/14, 16 novembre 2017	n° 212
<i>Cerovšek et Božičnik c. Slovénie</i> , 68939/12 et 68949/12, 7 mars 2017	n° 205
<i>Çevikel c. Turquie</i> , 23121/15, 23 mai 2017	n° 207
<i>Chambre d'économie croate c. Serbie (déc.)</i> , 819/08, 25 avril 2017	n° 207
<i>Chap Ltd c. Arménie</i> , 15485/09, 4 mai 2017	n° 207
<i>Cherednichenko et autres c. Russie</i> , 35082/13 et al., 7 novembre 2017	n° 212
<i>Chigirinova c. Russie (déc.)</i> , 28448/16, 13 décembre 2016	n° 203
<i>Chiragov et autres c. Arménie (satisfaction équitable) [GC]</i> , 13216/05, 12 décembre 2017	n° 213
<i>Chowdury et autres c. Grèce</i> , 21884/15, 30 mars 2017	n° 205
<i>Cumhuriyet Halk Partisi c. Turquie (déc.)</i> , 48818/17, 21 novembre 2017	n° 213

D

<i>D.M.D. c. Roumanie</i> , 23022/13, 3 octobre 2017	n° 211
<i>Dakir c. Belgique</i> , 4619/12, 11 juillet 2017	n° 209
<i>Davydov et autres c. Russie</i> , 75947/11, 30 mai 2017	n° 207
<i>De Tommaso c. Italie [GC]</i> , 43395/09, 23 février 2017	n° 204
<i>Denisov c. Ukraine</i> , 76639/11 (dessaisissement)	n° 206
<i>Dickmann et Gion c. Roumanie</i> , 10346/03 et 10893/04, 24 octobre 2017	n° 211
<i>Dmitriyevskiy c. Russie</i> , 42168/06, 3 octobre 2017	n° 211
<i>Domján c. Hongrie (déc.)</i> , 5433/17, 14 novembre 2017	n° 212
<i>Döner et autres c. Turquie</i> , 29994/02, 7 mars 2017	n° 205
<i>Dorneanu c. Roumanie</i> , 55089/13, 28 novembre 2017	n° 212
<i>Društvo za varstvo upnikov c. Slovénie (déc.)</i> , 66433/13, 21 novembre 2017	n° 213
<i>Dudchenko c. Russie</i> , 37717/05, 7 novembre 2017	n° 212

E

<i>Egill Einarsson c. Islande</i> , 24703/15, 7 novembre 2017	n° 212
<i>Eker c. Turquie</i> , 24016/05, 24 octobre 2017	n° 211
<i>Erdoğan Kurt et autres c. Turquie</i> , 50772/11, 6 juin 2017	n° 208
<i>Eskerhanov et autres c. Russie</i> , 18496/16 et al., 25 juillet 2017	n° 209

F

<i>Fábián c. Hongrie [GC]</i> , 78117/13, 5 septembre 2017	n° 210
<i>Fernandes de Oliveira c. Portugal</i> , 78103/14 (arrêt de chambre du 28 mars 2017 – renvoi)	n° 205 et n° 210

G

<i>Gard et autres c. Royaume-Uni (déc.)</i> , 39793/17, 27 juin 2017	n° 208
<i>Garib c. Pays-Bas [GC]</i> , 43494/09, 6 novembre 2017	n° 212
<i>Giesbert et autres c. France</i> , 68974/11 et al., 1 ^{er} juin 2017	n° 208
<i>Grba c. Croatie</i> , 47074/12, 23 novembre 2017	n° 212

Güzelyurtlu et autres c. Chypre et Turquie, 36925/07 (arrêt de chambre du 4 avril 2017 – renvoi).....n° 206 et n° 210

H

Haarde c. Islande, 66847/12, 23 novembre 2017n° 212
Habran et Dalem c. Belgique, 43000/11 et 49380/11, 17 janvier 2017n° 203
Hamidović c. Bosnie-Herzégovine, 57792/15, 5 décembre 2017n° 213
Harkins c. Royaume-Uni (déc.) [GC], 71537/14, 15 juin 2017.....n° 209
Haupt c. Autriche (déc.), 55537/10, 2 mai 2017n° 207
Hiernaux c. Belgique, 28022/15, 24 janvier 2017.....n° 203
Hodžić c. Slovénie (déc.), 3461/08, 4 avril 2017n° 206
Hokkeling c. Pays-Bas, 30749/12, 14 février 2017n° 204
Huseynova c. Azerbaïdjan, 10653/10, 13 avril 2017.....n° 206
Hutchinson c. Royaume-Uni [GC], 57592/08, 17 janvier 2017.....n° 203

I

Ilgar Mammadov c. Azerbaïdjan, 15172/13 (procédure en manquement).....n° 213
Ilias et Ahmed c. Hongrie, 47287/15 (arrêt de chambre du 14 mars 2017 – renvoi)n° 205 et n° 210
Inseher c. Allemagne, 10211/12 et 27505/14 (arrêt de chambre du 2 février 2017 – renvoi)n° 207
Independent Newspapers (Ireland) Limited c. Irlande, 28199/15, 15 juin 2017.....n° 208
İrfan Güzel c. Turquie, 35285/08, 7 février 2017.....n° 204
İşıkırık c. Turquie, 41226/09, 14 novembre 2017n° 212
Ivan Todorov c. Bulgarie, 71545/11, 19 janvier 2017.....n° 203
Ivanova et Ivashova c. Russie, 797/14 et 67755/14, 26 janvier 2017.....n° 203
Izzo et autres c. Italie (déc.), 46141/12, 30 mai 2017.....n° 208

J

J. et autres c. Autriche, 58216/12, 17 janvier 2017n° 203
J.M. et autres c. Autriche, 61503/14 et al., 1^{er} juin 2017.....n° 208
Jankauskas c. Lituanie (n° 2), 50446/09, 27 juin 2017n° 208
Jankovskis c. Lituanie, 21575/08, 17 janvier 2017.....n° 203
Jóhannesson et autres c. Islande, 22007/11, 18 mai 2017n° 207
Jugheli et autres c. Géorgie, 38342/05, 13 juillet 2017n° 209
Jurica c. Croatie, 30376/13, 2 mai 2017.....n° 207

K

K2 c. Royaume-Uni (déc.), 42387/13, 7 février 2017.....n° 205
Kacper Nowakowski c. Pologne, 32407/13, 10 janvier 2017.....n° 203
Kalēja c. Lettonie, 22059/08, 5 octobre 2017.....n° 211
Kamenos c. Chypre, 147/07, 31 octobre 2017.....n° 211
Kapsis et Danikas c. Grèce, 52137/12, 19 janvier 2017.....n° 203
Karachalios c. Grèce (déc.), 67810/14, 24 janvier 2017n° 204
Károly Nagy c. Hongrie [GC], 56665/09, 14 septembre 2017n° 210
Khamtokhu et Aksenchik c. Russie [GC], 60367/08 et 961/11, 27 janvier 2017.....n° 203

<i>Khlebik c. Ukraine, 2945/16, 25 juillet 2017</i>	n° 209
<i>Király et Dömötör c. Hongrie, 10851/13, 17 janvier 2017</i>	n° 203
<i>Klein et autres c. Allemagne, 10138/11 et al., 6 avril 2017</i>	n° 206
<i>Knežević et autres c. Bosnie-Herzégovine (déc.), 15663/12, 14 mars 2017</i>	n° 206
<i>Koch c. Pologne (déc.), 15005/11, 7 mars 2017</i>	n° 205
<i>Köksal c. Turquie (déc.), 70478/16, 6 juin 2017</i>	n° 208
<i>Konstantin Moskalev c. Russie, 59589/10, 7 novembre 2017</i>	n° 212
<i>Koprivnikar c. Slovénie, 67503/13, 24 janvier 2017</i>	n° 203
<i>Kósa c. Hongrie (déc.), 53461/15, 21 novembre 2017</i>	n° 213
<i>Kosmas et autres c. Grèce, 20086/13, 29 juin 2017</i>	n° 208
<i>Krajnc c. Slovénie, 38775/14, 31 octobre 2017</i>	n° 211
<i>Kunić et autres c. Bosnie-Herzégovine, 68955/12 et al., 14 novembre 2017</i>	n° 212

L

<i>Lashmankin et autres c. Russie, 57818/09 et al., 7 février 2017</i>	n° 204
<i>Lebois c. Bulgarie, 67482/14, 19 octobre 2017</i>	n° 211
<i>Lekić c. Slovénie, 36480/07 (arrêt de chambre du 14 février 2017 – renvoi)</i>	n° 204 et n° 210
<i>Lopes de Sousa Fernandes c. Portugal [GC], 56080/13, 19 décembre 2017</i>	n° 213
<i>Lovrić c. Croatie, 38458/15, 4 avril 2017</i>	n° 206

M

<i>M c. Pays-Bas, 2156/10, 25 juillet 2017</i>	n° 209
<i>Magomedov et autres c. Russie, 33636/09 et al., 28 mars 2017</i>	n° 205
<i>Marunić c. Croatie, 51706/11, 28 mars 2017</i>	n° 205
<i>Matanović c. Croatie, 2742/12, 4 avril 2017</i>	n° 206
<i>Matiošaitis et autres c. Lituanie, 22662/13 et al., 23 mai 2017</i>	n° 207
<i>Medžlis Islamske Zajednice Brčko et autres c. Bosnie-Herzégovine [GC], 17224/11, 27 juin 2017</i>	n° 208
<i>Merabishvili c. Géorgie [GC], 72508/13, 28 novembre 2017</i>	n° 212
<i>Methodiev et autres c. Bulgarie, 58088/08, 15 juin 2017</i>	n° 208
<i>Mitrović c. Serbie, 52142/12, 21 mars 2017</i>	n° 205
<i>Modestou c. Grèce, 51693/13, 16 mars 2017</i>	n° 205
<i>Molla Sali c. Grèce, 20452/14 (dessaisissement)</i>	n° 208
<i>Moohan et Gillon c. Royaume-Uni (déc.), 22962/15 et 23345/15, 13 juin 2017</i>	n° 209
<i>Moreira Ferreira c. Portugal (n° 2) [GC], 19867/12, 11 juillet 2017</i>	n° 209
<i>Moskalev c. Russie, 44045/05, 7 novembre 2017</i>	n° 212
<i>Muratović c. Serbie (déc.), 41698/06, 21 mars 2017</i>	n° 206
<i>Murtazaliyeva c. Russie, 36658/05 (arrêt de chambre du 9 mai 2017 – renvoi)</i>	n° 210
<i>Muzamba Oyaw c. Belgique (déc.), 23707/15, 28 février 2017</i>	n° 206

N

<i>N. c. Roumanie, 59152/08, 28 novembre 2017</i>	n° 212
<i>N.A. c. Suisse, 50364/14, 30 mai 2017</i>	n° 207
<i>N.D. et N.T. c. Espagne, 8675/15 et 8697/15, 3 octobre 2017</i>	n° 211
<i>Nagmetov c. Russie [GC], 35589/08, 30 mars 2017</i>	n° 205
<i>Navalnyy c. Russie, 29580/12 et al. (arrêt de chambre du 2 février 2017 – renvoi)</i>	n° 207
<i>Nicolae Virgiliu Tănase c. Roumanie, 41720/13 (dessaisissement)</i>	n° 207

O

<i>Ólafsson c. Islande</i> , 58493/13, 16 mars 2017	n° 205
<i>Oravec c. Croatie</i> , 51249/11, 11 juillet 2017	n° 209
<i>Orlandi et autres c. Italie</i> , 26431/12 et al., 14 décembre 2017	n° 213
<i>Orlovskaya Iskra c. Russie</i> , 42911/08, 21 février 2017	n° 204
<i>Osmanoğlu et Kocabaş c. Suisse</i> , 29086/12, 10 janvier 2017	n° 203

P

<i>P. Plaisier B.V. et autres c. Pays-Bas (déc.)</i> , 46184/16 et al., 14 novembre 2017	n° 213
<i>Paluda c. Slovaquie</i> , 33392/12, 23 mai 2017	n° 207
<i>Paradiso et Campanelli c. Italie [GC]</i> , 25358/12, 24 janvier 2017	n° 203
<i>Persjanow c. Pologne</i> , 39247/12 (affaire communiquée)	n° 208
<i>Pihl c. Suède (déc.)</i> , 74742/14, 7 février 2017	n° 205
<i>Podeschi c. Saint-Marin</i> , 66357/14, 13 avril 2017	n° 206
<i>Polyakova et autres c. Russie</i> , 35090/09 et al., 7 mars 2017	n° 205

R

<i>R.L. et autres c. Danemark</i> , 52629/11, 7 mars 2017	n° 205
<i>Rač c. Pologne</i> , 41178/12 (affaire communiquée)	n° 208
<i>Ramda c. France</i> , 78477/11, 19 décembre 2017	n° 213
<i>Ramljak c. Croatie</i> , 5856/13, 27 juin 2017	n° 208
<i>Ratzenböck et Seydl c. Autriche</i> , 28475/12, 26 octobre 2017	n° 211
<i>Regner c. République tchèque [GC]</i> , 35289/11, 19 septembre 2017	n° 210
<i>Rezmiveş et autres c. Roumanie</i> , 61467/12 et al., 25 avril 2017	n° 206
<i>Rooman c. Belgique</i> , 18052/11 (arrêt de chambre du 18 juillet 2017 – renvoi)	n° 209 et n° 213
<i>Rostovtsev c. Ukraine</i> , 2728/16, 25 juillet 2017	n° 209
<i>Rubio Dosamantes c. Espagne</i> , 20996/10, 21 février 2017	n° 204

S

<i>S., V. et A. c. Danemark</i> , 35553/12 et al. (dessaisissement)	n° 209
<i>S.C. Service Benz Com S.R.L. c. Roumanie</i> , 58045/11, 4 juillet 2017	n° 209
<i>S.F. et autres c. Bulgarie</i> , 8138/16, 7 décembre 2017	n° 213
<i>S.K. c. Russie</i> , 52722/15, 14 février 2017	n° 204
<i>Sabuncu et autres c. Turquie</i> , 23199/17 (affaire communiquée)	n° 208
<i>Sargsyan c. Azerbaïdjan (satisfaction équitable) [GC]</i> , 40167/06, 12 décembre 2017	n° 213
<i>Sarigül c. Turquie</i> , 28691/05, 23 mai 2017	n° 207
<i>Satakunnan Markkinapörssi Oy et Satamedia Oy c. Finlande [GC]</i> , 931/13, 27 juin 2017	n° 208
<i>Saumier c. France</i> , 74734/14, 12 janvier 2017	n° 203
<i>Saygılı c. Turquie (déc.)</i> , 42914/16, 11 juillet 2017	n° 210
<i>Schmidt c. Lettonie</i> , 22493/05, 27 avril 2017	n° 206
<i>Selmani et autres c. l'ex-République yougoslave de Macédoine</i> , 67259/14, 9 février 2017	n° 204
<i>Sévère c. Autriche</i> , 53661/15, 21 septembre 2017	n° 210
<i>Simeonovi c. Bulgarie [GC]</i> , 21980/04, 12 mai 2017	n° 207
<i>Sinim c. Turquie</i> , 9441/10, 6 juin 2017	n° 208
<i>Sioutis c. Grèce (déc.)</i> , 16393/14, 29 août 2017	n° 210

<i>Škorjanec c. Croatie, 25536/14, 28 mars 2017</i>	n° 205
<i>Spahić et autres c. Bosnie-Herzégovine, 20514/15 et al., 14 novembre 2017</i>	n° 212
<i>Stefanetti et autres c. Italie (satisfaction équitable), 21838/10 et al., 1^{er} juin 2017</i>	n° 208
<i>Stollenwerk c. Allemagne, 8844/12, 7 septembre 2017</i>	n° 210
<i>Strand Lobben et autres c. Norvège, 37283/13, 30 novembre 2017</i>	n° 212
<i>Sukhanov et autres c. Russie, 56251/12 et al., 7 novembre 2017</i>	n° 212

T

<i>Tagayeva et autres c. Russie, 26562/07 et al., 13 avril 2017</i>	n° 206
<i>Talpis c. Italie, 41237/14, 2 mars 2017</i>	n° 205
<i>Tamiz c. Royaume-Uni (déc.), 3877/14, 19 septembre 2017</i>	n° 211
<i>Tarman c. Turquie, 63903/10, 21 novembre 2017</i>	n° 212
<i>Tek Gıda İş Sendikası c. Turquie, 35009/05, 4 avril 2017</i>	n° 206
<i>Tekin et Arslan c. Belgique, 37795/13, 5 septembre 2017</i>	n° 210
<i>Thimothawes c. Belgique, 39061/11, 4 avril 2017</i>	n° 206
<i>Tsalkitzis c. Grèce (n° 2), 72624/10, 19 octobre 2017</i>	n° 211
<i>Tsonev c. Bulgarie (déc.), 9662/13, 30 mai 2017</i>	n° 208

V

<i>V.K. c. Russie, 68059/13, 7 mars 2017</i>	n° 205
<i>V.K. c. Russie, 9139/08, 4 avril 2017</i>	n° 206
<i>Van Wesenbeeck c. Belgique, 67496/10 et 52936/12, 23 mai 2017</i>	n° 207
<i>Vasiliciuc c. République de Moldova, 15944/11, 2 mai 2017</i>	n° 207
<i>Vaskrsić c. Slovénie, 31371/12, 25 avril 2017</i>	n° 206
<i>Verlagsgruppe Droemer Knauer GMBH & Co. KG c. Allemagne, 35030/13, 19 octobre 2017</i>	n° 211

Z

<i>Z.A. et autres c. Russie, 61411/15 et al. (arrêt de chambre du 28 mars 2017 – renvoi)</i>	n° 205 et n° 210
<i>Zadumov c. Russie, 2257/12, 12 décembre 2017</i>	n° 213
<i>Załużska, Rogalska et autres c. Pologne (déc.), 53491/10 et al., 20 juin 2017</i>	n° 209
<i>Zherdev c. Ukraine, 34015/07, 27 avril 2017</i>	n° 206
<i>Zschüschen c. Belgique (déc.), 23572/07, 2 mai 2017</i>	n° 207
<i>Zubac c. Croatie, 40160/12 (arrêt de chambre du 11 octobre 2016 – renvoi)</i>	n° 205
<i>Zubkov et autres c. Russie, 29431/05 et al., 7 novembre 2017</i>	n° 212

DÉCISIONS RENDUES PAR D'AUTRES JURIDICTIONS INTERNATIONALES

COMITÉ DES DROITS DE L'ENFANT DES NATIONS UNIES (CRC)

Observation générale conjointe n° 3 (2017) du CMW et n° 22 (2017) du CRC sur les principes généraux relatifs aux droits de l'homme des enfants dans le contexte des migrations internationales, CMW/C/GC/3-CRC/C/GC/22, 16 novembre 2017

Observation générale conjointe n° 4 (2017) du CMW et n° 23 (2017) du CRC sur les obligations des États en matière de droits de l'homme des enfants dans le contexte des migrations internationales dans les pays d'origine, de transit, de destination et de retour, CMW/C/GC/4-CRC/C/GC/23, 16 novembre 2017n° 212

Observations générales communes sur les droits de l'enfant dans le cadre de la migration internationale

COMITÉ DES DROITS DE L'HOMME DES NATIONS UNIES (CCPR)

Rezaifar c. Danemark, Communication n° 2512/2014, constatations, 10 mars 2017n° 206

Transfert envisagé vers l'Italie au titre des règlements de Dublin d'une demandeuse d'asile et de ses deux enfants en l'absence d'assurances adéquates concernant leurs conditions d'accueil dans ce pays

COMITÉ DES DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS DES NATIONS UNIES (CESCR)

Ben Djazia et Bellili c. Espagne, Communication n° 5/2015, constatations, 20 juin 2017.....n° 210

Expulsion d'un logement locatif d'une famille avec enfants dépourvue d'une autre solution d'hébergement

COMITÉ DES NATIONS UNIES POUR LA PROTECTION DES DROITS DE TOUS LES TRAVAILLEURS MIGRANTS ET DES MEMBRES DE LEUR FAMILLE (CMW)

Observation générale conjointe n° 3 (2017) du CMW et n° 22 (2017) du CRC sur les principes généraux relatifs aux droits de l'homme des enfants dans le contexte des migrations internationales, CMW/C/GC/3-CRC/C/GC/22, 16 novembre 2017

Observation générale conjointe n° 4 (2017) du CMW et n° 23 (2017) du CRC sur les obligations des États en matière de droits de l'homme des enfants dans le contexte des migrations internationales dans les pays d'origine, de transit, de destination et de retour, CMW/C/GC/4-CRC/C/GC/23, 16 novembre 2017n° 212

Observations générales communes sur les droits de l'enfant dans le cadre de la migration internationale

COUR AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES

Commission africaine des droits de l'homme et des peuples c. Kenya, n° 006/2012, 26 mai 2017n° 209

Expulsion d'un groupe ethnique minoritaire indigène de ses terres ancestrales censément à des fins de conservation

Ingabire Victoire Umuhoza c. République du Rwanda, n° 003/2014, 24 novembre 2017.....n° 213

Condamnation pénale après inculpation pour minimisation du génocide rwandais

COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE (CJUE)

<i>Avis 1/15 de la Cour, 26 juillet 2017 (CJUE grande chambre)</i>	n° 209
Incompatibilité avec la Charte des droits fondamentaux de plusieurs dispositions du projet d'accord sur le transfert des données des dossiers passagers aériens, entre l'Union européenne et le Canada	
-000-	
<i>Achbita et Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding c. G4S Secure Solutions NV, C-157/15, 14 mars 2017 (CJUE grande chambre)</i>	n° 205
<i>Bouagnaoui et Association de défense des droits de l'homme (ADDH) c. Micropole SA, C-188/15, 14 mars 2017 (CJUE grande chambre)</i>	n° 205
Restrictions du port du foulard islamique au travail dans des entreprises privées	
<i>Berlioz Investment Fund SA c. Directeur de l'administration des contributions directes, C-682/15, 16 mai 2017 (CJUE grande chambre)</i>	n° 207
Égalité des armes dans le contentieux administratif des demandes d'informations fiscales émanant d'un autre État membre de l'UE	
<i>Camera di Commercio, Industria, Artigianato e Agricoltura di Lecce c. Salvatore Manni, C-398/15, 9 mars 2017 (CJUE deuxième chambre)</i>	n° 205
Limites à la possibilité de demander la restriction de l'accès public aux données personnelles du registre des sociétés	
<i>Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides c. Mostafa Lounani, C-573/14, 31 janvier 2017 (CJUE grande chambre)</i>	n° 203
Conditions et étendue de la responsabilité de l'Union en cas d'atteinte au droit individuel à un délai raisonnable de jugement	
<i>Gascogne Sack Deutschland GmbH et Gascogne c. Union européenne, T-577/14, 10 janvier 2017 (Tribunal)</i>	n° 203
Conditions et étendue de la responsabilité de l'Union en cas d'atteinte au droit individuel à un délai raisonnable de jugement	
<i>Livio Menini et Maria Antonia Rampanelli c. Banco Popolare Società Cooperativa, C-75/16, 14 juin 2017 (CJUE première chambre)</i>	n° 208
Demande de visa humanitaire de courte durée auprès d'une ambassade hors-UE en vue de présenter une demande d'asile après l'arrivée dans l'État membre – Inapplicabilité de la Charte des droits fondamentaux	
<i>Majid Shiri, C-201/16, 25 octobre 2017 (CJUE grande chambre)</i>	n° 211
Règlement Dublin III – Absence de renvoi d'un demandeur de protection internationale vers un État membre responsable dans le délai de six mois entraînant le transfert de responsabilité vers l'État membre demandant sa prise en charge	
<i>X et X c. État belge, C-638/16 PPU, 8 mars 2017 (CJUE grande chambre)</i>	n° 205
Demande de visa humanitaire de courte durée auprès d'une ambassade hors-UE en vue de présenter une demande d'asile après l'arrivée dans l'État membre – Inapplicabilité de la Charte des droits fondamentaux	
<i>Ypourgos Esoterikon et Ypourgos Ethnikis paideias kai Thriskevmaton c. Maria-Eleni Kalliri, C-409/16, 18 octobre 2017 (CJUE première chambre)</i>	n° 211
Réglementation imposant, en tant que critère d'admission à l'école de police, une taille physique minimale indépendamment du sexe	

COUR INTERAMÉRICAINNE DES DROITS DE L'HOMME

<i>Gutiérrez Hernández et autres c. Guatemala, Série C n° 339, 24 août 2017</i>	n° 212
Obligations pesant sur l'État en matière d'enquêtes sur des violences contre des femmes	
<i>I.V. c. Bolivie, Série C n° 329, 30 novembre 2016</i>	n° 206
Stérilisation en l'absence de consentement éclairé	
<i>Lagos del Campo c. Pérou, Série C n° 340, 31 août 2017</i>	n° 213
Obligations pesant sur l'État en matière de droits à un emploi stable, d'association et de liberté d'expression	
<i>Nova Brasília Favela c. Brésil, Série C n° 333, 16 février 2017</i>	n° 209
Obligation de conduire une enquête indépendante sur des meurtres et des violences sexuelles commis par des policiers	
<i>Ortiz Hernández et autres c. Venezuela, Série C n° 338, 22 août 2017</i>	n° 211
Obligations de l'État à l'égard du personnel militaire en formation	
<i>Pollo Rivera et autres c. Pérou, Série C n° 319, 21 octobre 2016</i>	n° 204
Principe de légalité et de rétroactivité et non-incrimination des actes médicaux	
<i>Travailleurs de la « Fazenda Brasil Verde » c. Brésil, Série C n° 318, 20 octobre 2016</i>	n° 203
Formes contemporaines d'esclavage et de traite d'êtres humains	
<i>Vásquez Durand et autres c. Équateur, Série C n° 332, 15 février 2017</i>	n° 207
Disparition forcée lors d'un conflit armé international	
<i>Yarce et autres c. Colombie, Série C n° 325, 22 novembre 2016</i>	n° 205
Protection des défenseurs des droits de l'homme contre les violations du droit à la vie et les déplacements forcés	
<i>Zegarra Marín c. Pérou, Série C n° 331, 15 février 2017</i>	n° 208
Présomption d'innocence et appréciation des preuves dans une procédure pénale	

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE (CIJ)

<i>Fédération de Russie, Rôle général n° 166, ordonnance, 19 avril 2017</i>	n° 206
Application de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale – Demande d'indication de mesures provisoires	

GROUPE CONSULTATIF SUR LES DROITS DE L'HOMME

<i>D.V., E.V., G.T., Veselinovic, H.S et I.R. c. EULEX, nos 2014-11 à 2014/17, décision sur le fond, 19 octobre 2016</i>	
<i>Sadiku-Syla c. EULEX, n° 2014-34, décision sur le fond, 19 octobre 2016</i>	n° 210
Disparitions forcées au Kosovo	